

problèmes de la pratique révolutionnaire  
**POUR L'EXISTENCE  
D'UN AUTHENTIQUE MOUVEMENT DE LA PAIX**

LIRE EN PAGE 16

*Proletaires  
de tous les pays,  
peuples et nations opprimés,  
unissez-vous !*

Organe central  
du Parti  
Communiste Révolutionnaire  
marxiste-léniniste

# pour le socialisme

HEBDOMADAIRE — SEMAINE DU 18 AU 24 SEPTEMBRE 1980 — numéro 11

4,50 F

**La rentrée  
politique  
du PCF**

LIRE EN PAGE 3

**Manufrance:  
« Jusqu'au bout  
pour l'emploi »**

LIRE EN PAGE 6

**Pologne:  
interview  
d'Alexander  
Smolar(KOR)**

LIRE EN PAGES 10 ET 11

**Carnet  
de voyage  
au Zimbabwe  
indépendant**

LIRE EN PAGES 13 ET 14

**A propos  
du livre  
d'Alain Touraine  
« L'après -  
socialisme »**

LIRE EN PAGE 2

**Pour lutter contre les divisions**

## **CGT-CFDT. POSER LES PROBLEMES**

## **SUR LE VRAI TERRAIN**



Dans cette rubrique, PLS abordera régulièrement les points de vue qui, dans les domaines de la politique, de la sociologie, de la philosophie, de l'économie... ont un impact sur la pensée de la gauche et de l'extrême gauche.

## A propos du livre d'Alain Touraine : «L'après socialisme»

Editions Grasset

Le dernier livre d'Alain Touraine, *L'Après socialisme*, paru au printemps dernier a eu un certain écho dans les médias : passage à la télévision, polémique dans les colonnes du journal *Le Matin*, sur le thème : «Faut-il brûler le socialisme ?». Et il figure désormais en bonne place sur les rayons des librairies. La parution de *L'Après Socialisme* intervient dans un contexte où la remise en cause de toute ce qui touche de près ou de loin au marxisme semble connaître un certain succès dans l'édition. Mais ce livre entend cependant rompre avec cette vague d'anti-marxisme, dans la mesure où il se situe clairement dans le camp de la gauche. Ainsi est-il nécessaire d'examiner de plus près le projet même de ce livre et l'argumentation qui le sous-tend.

## Le constat d'une crise et ses limites

Touraine présente d'entrée son projet : aider la gauche socialiste à sortir de la situation d'échec et d'impasse dans laquelle elle se trouve placée aujourd'hui, en la débarrassant des «idéologies mortes» qu'il appelle socialismes et en s'appuyant sur les nouveaux mouvements sociaux : écologistes, femmes régionalistes... il s'agit ni plus ni moins, selon lui, d'inventer dès aujourd'hui «l'après socialisme».

crise de l'idée de progrès, est censée fournir la preuve du caractère pour le moins dépassé du socialisme. La gauche, comme du reste le gauchisme, en restant prisonniers de cette idéologie, ont fait, selon Touraine, retarder la compréhension du caractère radicalement nouveau de la société actuelle. Aussi, ne suffit-il pas d'en appeler à une «nouvelle culture politique» ou à un «vrai socialisme», il faut comme il le dit lui-même, ne plus hésiter, «rompre les amarres», se débarrasser du socialisme, quitte à lui rendre au passage, un discret hommage funèbre.

«au progrès naturel des forces de production», tout en soulignant de plus que l'idée de socialisme est inséparable de celle de la révolution et de l'image du grand parti qui «tend vers le pouvoir autocratique dans la mesure où il s'approche du pouvoir d'Etat». Ce modèle étant ainsi défini, Touraine entend ensuite le confronter au développement des faits. Ceux-ci sont alors sensés montrer à quel point ces «éléments fondamentaux» sont aujourd'hui caduques : les phénomènes nouveaux concernant la classe ouvrière par rapport à la situation du début du siècle (diminution relative par rapport à l'ensemble de la population, modification de sa condition sociale, divisions nouvelles en son sein...) remettraient ainsi en cause le poids du mouvement ouvrier, la réalité actuelle de l'URSS prouverait que sous les systèmes socialistes, l'Etat et le parti imposent leur pouvoir absolu sur toute la société, et le développement «non-linéaire» de la réalité historique remettrait en cause l'idée même de progrès. Une telle confrontation est sensée avoir valeur de preuve mais elle ne peut masquer son caractère formel dans la mesure où l'un des termes de cette confrontation est dès le départ tronqué. Le socialisme, tel que le définit Touraine ne peut en effet guère résister à l'examen des faits nouveaux qui se sont produits dans le monde et avant même que cet examen ait lieu, on peut être assuré du résultat. On peut alors s'interroger sur la validité d'une démarche qui prétend s'attaquer à l'essence même d'un phénomène à partir d'une définition extrêmement schématique et caricaturale de celui-ci. La réfutation du socialisme semble en fait déjà contenue dans la définition étriquée qui en est donnée. Quant aux faits nouveaux signalés par Touraine, ils ne peuvent constituer à eux seuls des éléments de remise en cause du socialisme.

tions positives non démontrées, mais qui constituent en fait des thèmes-clefs de la sociologie de Touraine. En contrepoint de ce qu'il définit comme étant les éléments fondamentaux du socialisme, il attribue ainsi aux «nouveaux mouvements», le rôle central joué auparavant selon lui, par le mouvement ouvrier, affirme que le «capitalisme n'est pas un mode de production mais un mode de développement» et que «les problèmes de l'Etat commandent ceux des classes et de leurs conflits», définit enfin la société par «sa capacité d'agir sur elle-même».

lutte qui en est partie prenante, le marxisme. Du point de vue des révolutionnaires, c'est précisément la démarche inverse qu'il s'agit d'accomplir. Non pas en se limitant à répéter quelques principes généraux du marxisme-léninisme à un stade antérieur de son développement, ce qui dans les faits vient alimenter les thèses mêmes de Touraine, mais en prenant pleinement en compte les faits nouveaux qu'à sa manière celui-ci révèle. Là où Touraine croit trouver des preuves du caractère moribond du socialisme, il ne s'agit pas d'y juxtaposer, avant tout des principes qui, à eux seuls pourraient prouver le contraire, mais bien de répondre aux nouvelles questions surgies du développement même de la réalité. Les problèmes sur lesquels, à sa façon, Touraine nous interpelle, appelle une réponse communiste. Il est ainsi nécessaire de préciser et de développer l'analyse de la réalité sociale française en tenant compte des transformations qui s'y sont opérées depuis le début du siècle, d'analyser le phénomène de dégénérescence du socialisme en URSS...

Dans un premier temps, Touraine dresse un tableau de la crise actuelle dont il souligne essentiellement deux aspects : «la fin du socialisme» et «le grand doute», c'est-à-dire la crise idéologique de la société française aujourd'hui. Sa description sur ce dernier point est particulièrement nette : «L'opinion publique ne parle plus le langage de la politique : l'inquiétude et la méfiance la gouvernent et non plus la colère - beaucoup se replient sur leur vie professionnelle ou privée, quelques uns détruisent les idoles qu'ils ont adorées..., le découragement s'insinue partout». Cette faillite idéologique dont il grossit volontairement certains traits n'entraîne pas mécaniquement une prise de conscience des causes de cette situation et des moyens d'en sortir. Bien au contraire, Touraine décrit les «conduites de crise» : refus de tout projet d'avenir, culture du narcissisme... ou ce qu'il appelle les «tentations de la décadence», marquées notamment par le retour en force des thèmes spiritualistes, le développement des sectes ou les tentatives de modernisation des idées de l'extrême-droite.

Une conclusion aussi radicale doit logiquement intervenir au terme d'un examen rigoureux des principes mêmes qui fondent le socialisme et leur confrontation avec le développement de la réalité sociale. C'est apparemment dans cette voie que Touraine veut s'engager quand il indique au début : «Comprendre la situation de la crise de la gauche en France aujourd'hui, c'est d'abord définir le modèle socialiste et ensuite montrer pourquoi il ne correspond plus à la société où nous vivons». Mais à la lecture de «l'après socialisme», force est de constater que c'est une méthode bien différente qui est empruntée.

### Une démonstration caduque

Tout d'abord, Touraine donne une définition du socialisme au terme d'un vaste et rapide survol historique et géographique où l'analyse concrète ne trouve guère sa place. Après avoir recensé «un éventail de formes du socialisme qui va du syndicalisme de négociation directe et de la social-démocratie au socialisme et au communisme», il en arrive à définir le socialisme avant tout comme «l'association de trois éléments fondamentaux : l'action ouvrière, le renversement par l'Etat des obstacles au développement économique, la croyance

... Tout au long du livre ces thèmes sont ainsi souvent assésés comme des évidences et accolés à la constatation d'un certain nombre de phénomènes nouveaux apparus depuis le début du siècle sans que là aussi le lien de causalité soit clairement établi. Et le constat des réalités nouvelles ne peut alors venir suppléer la démonstration manquante. Dans ce sens, le livre de Touraine démontre avant tout, non pas le caractère caduque du socialisme, mais celui de la méthode qui prétend rapidement s'en débarrasser.

### Des réalités nouvelles à prendre en compte

Ainsi, le titre du livre de Touraine s'articule à des réalités nouvelles qui n'existaient guère à l'époque où les principes du socialisme commençaient à s'élaborer, mais le constat qu'il en dresse, ne peut permettre véritablement de les comprendre en les situant dans le cadre de l'évolution sociale. Bien au contraire, ces constatations désarment et démobilisent à partir du moment où elles refusent et déclarent périmés, sans aucune fondement solide, l'idée même de socialisme et avec elle, de fait, l'instrument d'analyse et de

Ainsi la «puissance de choc» du constat de la crise idéologique et des problèmes nouveaux qui se posent au socialisme ne peuvent à eux seuls prouver le caractère défunt de celui-ci, ni la justesse des principaux thèmes de la sociologie de Touraine, tout au plus sont-ils révélateurs de l'incapacité persistante de la gauche à les prendre en compte et de l'impuissance de Touraine à y répondre positivement. Ce point étant posé, pour les révolutionnaires, l'essentiel du travail reste encore à faire.

Montrer le caractère vivant du socialisme, c'est en effet, avant tout, l'enrichir au contact de ces réalités nouvelles, c'est là, la vraie réponse qu'il faut apporter au livre de Touraine.

Loïc LEGARREC

Mais c'est avant tout dans la partie consacrée à la «fin du socialisme» que Touraine essaie de démontrer l'idée principale sur laquelle il fonde son projet : le socialisme est une «idéologie morte». En effet, l'évolution «des idées et des faits sociaux», marquée, selon lui, notamment par le recul de l'importance et du rôle de la classe ouvrière, l'expérience du «socialisme réel», la

# Le PCF engage sa campagne électorale

Cette fois, il l'a dit ! Georges Marchais sera candidat à l'élection présidentielle du 26 avril prochain. Evidemment, on s'en doutait un peu, mais à force de l'entendre, lui et les autres dirigeants du PCF évoquer cette Conférence Nationale des 12 et 13 octobre, dont l'objet est justement «la désignation du candidat communiste et la définition des axes de la campagne», on finissait par croire que l'annonce en serait faite à ce moment. Les militants aussi, qui sans doute auront été surpris, en pleine préparation de cette conférence, d'apprendre ses conclusions.

Sept mois avant l'échéance, les thèmes de la campagne du PCF sont donc en place. Ils sont apparus lors de la fête de l'Humanité, et ils forment la trame de «l'espoir au présent», le livre que Marchais a écrit cet été.

Le premier de ces thèmes, c'est celui de la lutte, de la défense des travailleurs. Il n'est pas nouveau en soi. Déjà en 1977, après la rupture de l'union de la gauche, quand il s'était agit

d'affirmer sa différence avec l'ancien partenaire, le PCF s'était engagé dans une campagne de «parti des pauvres». Campagne difficile d'ailleurs, il faut aujourd'hui le rappeler, qui avait été la source de contradictions et avait placé le PCF en porte-à-faux par rapport à son attitude antérieure plus «ouverte» à d'autres couches. C'est de là qu'est née «l'affaire de la fédération de Paris», par exemple.

Depuis quelques mois aussi, le PCF met l'accent sur les luttes pour des raisons sensiblement différentes il est vrai ; en insistant sur la nécessité d'engager, tous azimuts, le combat contre le patronat, le PCF entend surtout prouver son utilité et renforcer la cohésion de ses rangs autour d'une cause commune, la lutte, à un moment où la rupture de l'union le laisse paraître sans perspectives. Greffée sur cette fonction tribunitienne, une nouvelle perspective a bien avancé, avec la «stratégie autogestionnaire». Selon le PCF, chaque victoire des luttes serait la conquête de position nouvelles permettant de nouvelles luttes, de

nouvelles conquêtes, et ainsi de suite jusqu'au socialisme.

Mais qui croira, par exemple, que les allocations de rentrée accordées pour la troisième année consécutive par le gouvernement Barre et présentée par l'Humanité comme «un milliard arraché par la lutte» constituent une «position nouvelle», conquise dans la lutte et nous rapprochent du socialisme ?

L'accent mis aujourd'hui sur les luttes ne diffère pas des propos précédents, en ce sens qu'il vise tout à la fois à bien délimiter le PCF de son adversaire de la gauche, tout en continuant à se réclamer de la nouvelle démarche autogestionnaire.

Il y a cependant une nouveauté et de taille : être «de toutes les luttes, de tous les combats pour faire échec à Giscard et à Barre». C'est être «anti-Giscard», disait Marchais à la fête de l'Humanité. «Je suis le candidat anti-Giscard» affirmait-il quelques heures plus tôt devant les micros.

Une triple réalité se dessine derrière ce mot d'ordre. Il s'agit

tout d'abord, en affirmant très haut et très fort son opposition à une politique, à juste titre honnie par les travailleurs, en appelant «au rassemblement de toutes les victimes de la politique giscardienne», de rallier un maximum de voix. Il s'agit aussi de laisser la porte ouverte à tous les amalgames possibles : à tout le moins, l'anti-giscardisme de tout ceux qui se reconnaissent pas dans le PCF est mis en doute. Mais une troisième réalité se profile : donner la priorité au combat contre Giscard, c'est, de fait, placer au second plan la cible favorite de ces derniers mois, à savoir, le parti socialiste. Sur la base de la constatation d'une évolution jugée positive du PS ? Evidemment pas. Par soudaine reconversion aux vertus de l'union ? Pas plus. Simplement, l'élection présidentielle approche, et chacun sait que c'est à son baromètre qu'on mesurera l'évolution du rapport de force entre les deux partis. Pour rogner le score socialiste, comme pour gagner lui-même des voix, le PCF se doit de ne pas apparaître comme trop «diviseur», il se d'apparaître comme un parti «qui n'a qu'un seul ennemi : le pouvoir».

Diminuer l'intensité des critiques adressés au PS n'est pas cependant suffisant, dans la recherche d'un score valable aux présidentielles. Il faut ici, pour le PCF, dresser un écran de fumée devant les questions — pourtant

essentielles — qui l'ont concerné dans les deux années précédentes. Diriger toutes les flèches contre Giscard, en le faisant largement savoir, c'est du même coup tenter de mettre au second plan dans les faits, le soutien à l'invasion de l'Afghanistan, ou le récent alignement sur le gouvernement polonais dans son affrontement avec la classe ouvrière. Tâche difficile. Depuis l'après mars 1978, la direction du PCF a dessiné les contours de son parti autour de quelques grandes idées forces : la forteresse assiégée ; le caractère ouvrier, combatif du PCF ; la trahison du PS qu'il convenait de dénoncer sans relâche ; et enfin le soutien sans faille aux pays de l'Est, dotés d'un bilan «globalement positif». Aujourd'hui, cette même direction cherche à minimiser les deux derniers points, sans pour autant apparaître comme se dédisant, ou donnant raison à tous ceux des militants qui critiquent le refus de l'union ou le bilan globalement positif.

A ceux à qui on demandait de «faire la clarté», en critiquant le parti socialiste ; va-t-on demander d'être moins virulent contre Mitterrand, et plus contre Giscard ? A ceux à qui l'on disait que «la défense des pays socialistes est à mettre au premier rang de nos tâches», va-t-on dire que ce sont les problèmes de la France qui sont déterminants ?

Nicolas DUVALLOIS

## «L'espoir au présent», livre de Marchais : l'argumentaire électoral

«L'espoir au présent» n'est pas le développement des thèses du PCF, pas plus qu'il n'est une analyse fouillée de quelques problèmes importants. Il est, rédigé dans le «style Marchais» («moi qui suis un ouvrier...») une argumentation destinée à la campagne électorale. En neuf chapitres, et soixante-dix-huit sous-chapitres, le tout en deux cents pages, tout y est évoqué, du sport à la «démocratisation de la vie internationale», de mai-juin 1968 au bilan globalement positif, etc...

Il y a cependant une logique à cette succession d'exposés, dans la mesure où c'est l'image que cherchent à donner d'eux le candidat Marchais et son parti qui transparaît. Cela mérite bien quelques interrogations.

Sur la société future et les moyens d'y parvenir, tout d'abord : il ne suffit pas aujourd'hui, comme le fait Marchais, de prendre l'exact contre-pied des iniquités du règne Giscard-Barre, pour décrire un projet politique. Le chômage sévit-il ? Marchais nous assure qu'il disparaîtra complètement. Le pouvoir est celui de la classe bourgeoise ? Marchais nous assure qu'il sera celui de la classe ouvrière. Les libertés d'aujourd'hui sont-elles relatives ? On nous assure que demain toutes les libertés existeront, pour tous. Etc, etc... En période électorale, ce tableau de la «société de demain» permet aisément de faire apparaître qu'il n'y a rien de commun entre ce que veut Marchais et ce que fait Giscard. Mais il permet tout aussi aisément de laisser dans

l'ombre, un certain nombre de questions essentielles ; sachant sa possibilité d'accéder au gouvernement, le PCF avait élaboré avant 1977, un projet politique beaucoup plus précis et concret, où transparaissait sa conception du socialisme : ainsi était défini, par exemple, un seuil de nationalisations, des principes de gestion où apparaissaient mieux le rôle déterminant qu'entend s'arroger le PCF, ou encore une réorientation des échanges extérieurs en direction des pays de l'Est. Qu'en est-il aujourd'hui de ce projet ? Le PCF l'aurait-il abandonné ? Marchais ne juge pas utile de le dire. Sans doute faut-il expliquer ce silence par le fait que le PCF n'espère plus, dans l'échéance présidentielle, sa participation au pouvoir. De ce point de vue aussi, le flou est de mise. Marchais affirme bien que le PCF «parviendra demain à l'union avec le PS», mais, il ajoute aussi que «le PCF, c'est la clé politique de l'avenir pour les travailleurs». Dans l'état actuel des choses, le discours sur l'union n'est-il pas alors une simple formule de rhétorique, quand il est suivi de développements sur l'impératif choix des solutions du PCF ? Marchais rêve évidemment d'une union de la gauche où le PCF serait en position dominante, et capable d'imposer ses choix. On peut le comprendre en filigrane de ses propos.

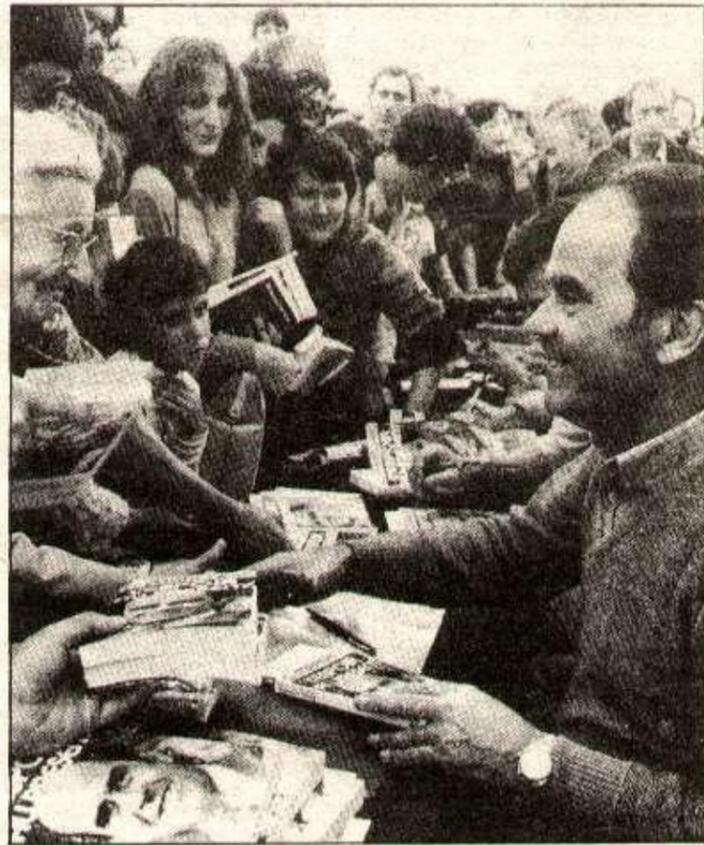
### Un bilan laborieux

Le «bilan globalement positif» occupe une place certaine dans «L'espoir au présent». Il était à coup sûr difficile pour Marchais d'éviter le traitement de cette

question dans un livre écrit au moment même où les travailleurs polonais entraînent par centaines de milliers en lutte contre leur gouvernement.

Si les contradictions apparaissent ici avec netteté, c'est avant tout par la force des faits. Difficile, en ce mois de septembre, d'évoquer un «formidable bilan» en laissant de côté toutes les réalités aujourd'hui largement révélées. Difficile aussi, à l'orée d'une campagne électorale où il faudra arracher le maximum de voix, d'apparaître comme trop simplificateur, trop enthousiaste devant les exemples de l'Est.

Marchais consacre trois pages à fonder son «bilan» sur l'absence de chômage, l'absence d'inflation, les progrès en matière médicales, culturelles, sportives, etc... : «Si les travailleuses et travailleurs de notre pays prenaient connaissance du bilan réel du socialisme, de sa réalité toute nue — sans fards et sans mutilation — ils en tireraient une conclusion : pourquoi ne pas essayé de construire chez nous le socialisme ?». Mais dix pages plus loin, il lui faut bien reconnaître des faits, sous peine de perdre toute crédibilité : «Les pays socialistes subissent les retombées de la crise des pays capitalistes, du freinage de la croissance, de l'inflation, des désordres monétaires. Au plan économique, les réserves de main d'œuvre s'épuisent. Le dégagement des moyens énergétiques, la mise en œuvre de nouvelles technologies exigent des investissements importants. Les besoins sociaux deviennent plus divers, et plus complexes à satisfaire.»



Même démarche pour la démocratie : il s'agit là d'une «exigence universelle du socialisme», mais «nous avons une divergence avec nos camarades soviétiques sur cette question». «L'exigence universelle» est bloquée aux frontières de l'URSS, mais pourtant «l'URSS est un grand pays socialiste»!

### Sans nuances

On ne sera pas quitte avec «L'espoir au présent», si on n'en relevait les contre-vérités, et les simplismes les plus outranciers.

Faut-il évoquer le nucléaire, problème complexe s'il en est, et qui a tout le moins mérite une analyse approfondie ? Marchais n'y va pas «avec le dos de la cuillère», pour emprunter à son style : «Quand je lis ces «anti-nucléaires», leurs écrits me rappellent certains récits de mes parents. A l'époque, on ne disait

pas «société nucléaire = société policière», mais on disait «société électrique = société diabolique». Et d'ailleurs, «depuis dix ou vingt ans, des millions de personnes habitent à côté de centrales nucléaires sans problèmes particuliers». Expédiée, la question du nucléaire. Autre sujet, même aisance à se débarrasser des questions : page 75, «de l'ouvriérisme ?...» Sans doute, des militants se porteront-ils directement là, puisqu'aussi bien ils sont nombreux à avoir critiqué depuis mars 78, l'attitude ouvriériste de leur direction. Mais que lit-on ? 1500 caractères pour expliquer ce qu'on ne sait que trop, à savoir que «la misère, ça existe». Ça permet de faire l'économie d'une démonstration, et au passage, cela tente de faire croire que critiquer la position ouvriériste du PCF, c'est refuser de prendre en compte la situation des masses...

La polémique CGT-CFDT qui dure maintenant depuis plusieurs mois a connu un rebondissement spectaculaire avec le discours dit «de rentrée» prononcé à Nantes par Edmond Maire et la réponse faite par Georges Ségué dans *Le Monde* du 13 septembre. De la querelle, parfois très vive, on est passé au stade de l'affrontement ouvert, d'une violence rarement vue.

Cette situation provoque de graves inquiétudes parmi la masse des syndicalistes confrontés aux attaques permanentes du pouvoir giscardien et aux difficultés liées à la période pour y riposter efficacement.

Cependant, un effort de réflexion et de clarification est nécessaire pour essayer de comprendre, de s'y retrouver, de faire la part entre ce qu'il y a de calomnies, de procès d'intention et les véritables enjeux de la situation actuelle pour les deux grandes centrales syndicales. C'est la condition essentielle pour élaborer les réponses syndicales qui correspondent à la situation difficile que nous connaissons aujourd'hui.

Il serait très hasardeux de dater très précisément le début de la querelle. Une référence cependant vaut d'être citée : l'accord inter-confédéral survenu à la mi-septembre 1979. Chacun avait pu constater à l'époque que le texte signé était assez nettement d'inspiration cégétiste.

De nombreuses heures de discussion avaient été nécessaires pour parvenir à cet accord et l'on avait remarqué des dissensions au sein même de la délégation CGT. Bien que créant des conditions intéressantes pour l'action commune dans les entreprises, à la base, l'accord ne devait finalement pas susciter un élan mobilisateur significatif à travers le pays.

Cet accord inter-confédéral de septembre 1979 est le dernier acte unitaire accompli au niveau des directions confédérales. Les choses depuis n'ont cessé de se dégrader.

### La campagne cégétiste

La direction cégétiste a enga-

gé une campagne contre la CFDT. Depuis le début de l'année 80, elle fait rage. La CFDT hier encore partenaire et alliée contre le pouvoir giscardien est accusée péle-mêle de «brader les luttes», de casser l'unité d'action, de s'accouiner avec le pouvoir... Tous les prétextes sont bons ; à propos de tout et de n'importe quoi, les attaques sont quotidiennes. Y compris lorsque des militants ou des organisations de la CFDT sont engagés dans des luttes dures et remportent des victoires.

Ainsi en est-il par exemple de la grève des nettoyeurs du métro du printemps dernier. Au terme d'une lutte longue et dure, alors qu'ils avaient obtenu une partie importante de leurs revendications, les grévistes recevaient un tract de la CGT de Paris (distribué d'ailleurs à des milliers d'exemplaires) où ils étaient invités à rejeter «l'accord d'abandon et de bradage de la lutte» accepté par la CFDT.

Ainsi en est-il de journées d'action de mai-juin décidées

### La polémique CGT-CFDT

# Poser les problèmes sur le vrai terrain

### Quelques points de repère depuis septembre 1979

unilatéralement par la seule CGT, où la CFDT était sommée de se rallier sans discussion sur les objectifs, sur l'efficacité de telles actions. Quand elle ne se soumettait pas, la preuve était faite, selon la direction de la CGT, que la CFDT était contre la lutte, pour le consensus.

Ainsi en est-il de la célébration du 1<sup>er</sup> mai où la direction CGT, contrairement à ce qu'affirme aujourd'hui Ségué, mettait comme conditions à l'organisation unitaire des manifestations :

- 1) la dénonciation de «la campagne anti-communiste» (en fait les critiques faites au PCF)
- 2) la dénonciation du consensus et du «front réformiste acquis à la collaboration de classes» dans lequel, sous-entendu à l'époque, la CFDT aurait été engagée.

L'un des exemples les plus récents est celui de la grève des marins-pêcheurs de Bretagne. Alors que, pour l'essentiel, les militants CGT et CFDT étaient relativement accordés depuis le début de l'action, les choses se sont gâtées d'un seul coup au moment de la discussion des propositions après le vote qui décidait de la poursuite de la grève.

Dans *L'Humanité* du 6 septembre, la CFDT est ouvertement accusée de capitulation, d'appeler à la reprise du travail alors que 93% des marins

avaient voté pour la poursuite. Ici, le mensonge est très net. La CFDT jugeait, dans le contexte de fin de grève des marins en France, les propositions des armateurs bouloonnais acceptables. Elle l'a dit avant le vote mais elle n'a jamais appelé après le vote à la reprise, c'est un premier point. D'autre part, c'est par 54% des votants que la décision de poursuite a été prise et non 93% comme l'affirmait mensongèrement *L'Humanité*.

On pourrait citer des dizaines d'exemples de cette volonté nettement affirmée d'attaquer, de discréditer à tout prix les partenaires privilégiés d'hier.

### La CFDT dans le camp de l'impérialisme?

Cette brusque attitude a trouvé progressivement sa justification théorique. Ainsi, à la réunion du CCN (Comité Confédéral National) du mois de mai, Jean-Claude Laroze présentait un rapport tout à fait clair sur cette question ; en gros l'analyse faite par la CGT est la suivante : pour comprendre l'évolution des positions des syndicalistes tant politiques que syndicales en France, il faut les replacer dans le contexte des contradictions au plan international. Or, justement, la situation internationale est «dominée par l'évolution du rapport des forces entre les luttes de la

classe ouvrière dans différents pays capitalistes, le socialisme tel qu'il existe, les mouvements de libération nationale et l'impérialisme».

D'après la direction CGT, les forces progressistes se développent, l'impérialisme a recours à de nouvelles stratagèmes, à de nouvelles manipulations. En France par exemple, «l'opération recentrage» de la CFDT est un des éléments de cette nouvelle stratégie de l'impérialisme au plan mondial. Cette manière de voir a été clairement confirmée par le CCN du 16 juin.

Ainsi, selon la direction CGT, la ligne de partage entre les deux camps au plan mondial passerait en France au niveau syndical entre la CGT d'un côté et les autres organisations péle-mêle (FO, FEN, CFTC, CGC, ... CFDT) de l'autre côté.

C'est justement cette image de la réalité que voudrait à tout prix imposer la direction cégétiste ; celle d'une CGT partout à la tête de nombreuses luttes, volant de victoires en victoires pendant que la CFDT partout se vautrait dans la collaboration de classe, trahirait toutes les luttes pour le compte de l'impérialisme et du pouvoir giscardien.

La vérité oblige à dire que la situation ne se présente pas exactement de cette manière.

Il y a incontestablement un regain de l'activité revendicative depuis quelque temps. Il ne semble pas cependant qu'il se situe dans les proportions dites. De nombreux militants travaillent pas à pas pour surmonter les difficultés, rassembler les conditions pour constituer le rapport de forces, luttent patiemment contre les divisions de la classe ouvrière. Dans cet effort de longue haleine, des avancées sont réalisées, des points sont marqués. En tout cas, il n'apparaît pas que dans cet effort et proportionnellement à leur implantation, les militants de la CFDT soient moins engagés que ceux de la CGT.

D'autre part, on ne peut juger de l'engagement dans la lutte uniquement sur les déclarations fracassantes, la publicité bruyante. Il est impératif de prendre en compte et d'examiner attentivement les objectifs, le contenu, les formes de lutte, l'efficacité, les résultats. Force est de constater que dans sa réponse à Edmond Maire, Georges Ségué n'a pas apporté une grosse moisson de faits concrets vraiment convaincants.

### Pratique de l'amalgame

Une question vient immédiatement à l'esprit : pourquoi ? Pourquoi cet acharnement de la direction cégétiste, pourquoi ce déploiement d'énergie depuis des mois contre la CFDT ?

On ne peut s'empêcher de rapprocher très étroitement cette attitude, ce brusque changement

intervenu cette année dans le comportement des dirigeants de la CGT des positions défendues par le PCF. D'ailleurs, *L'Humanité* participe activement chaque jour, à l'entreprise de démolition systématique de la CFDT. Sans préjudice d'une analyse sur le long terme, cette tactique vise, pour l'avenir immédiat, à conforter grandement le PCF dans le rôle qu'il veut se faire reconnaître de seul et unique représentant des travailleurs, à peser d'un poids plus important dans les tractations qui ne manqueront pas de s'opérer en vue des présidentielles avec le PS.

Cependant, on ne peut pas dire que la campagne des dirigeants cégétistes soit sans écho. Et d'abord pour une simple raison : ils savent exploiter certaines faiblesses, certaines ambiguïtés de la CFDT. En même temps qu'elle a mis en évidence des problèmes réels du mouvement syndical, qu'elle a ouvert des pistes de recherche intéressantes, la réflexion conduite dans la CFDT souffre de graves ambiguïtés. Des exemples ont été cités de positions très contestables et même parfois franchement condamnables. Ce type de problème s'est posé à propos de la sidérurgie ou de la situation dans l'automobile. Partant de là, il est facile, lorsque l'on dispose de solides relais et d'importants moyens d'amplification, de pratiquer l'amalgame, de jeter le discrédit sur l'ensemble de l'action menée.

### Le discours de Nantes controversé

La direction de la CFDT a, semble-t-il, voulu donner un coup d'arrêt à la campagne déclenchée contre elle. Le discours de rentrée prononcé à Nantes par Edmond Maire était très significatif de cette volonté. Pourtant, force est de constater que cette intervention très remarquée du secrétaire général de la CFDT a plutôt produit l'effet inverse ; c'est-à-dire qu'elle a relancé la polémique, la portant même au niveau de la guerre ouverte. Plus d'un militant CFDT, s'il éprouve un soulagement certain de ne plus «se faire démolir» sans répondre, n'en reste pas moins perplexe : a-t-on choisi le meilleur moyen pour dire Stop à ceux qui semblent s'être fixés pour tâche de détruire la CFDT ?

Traditionnellement, le discours de rentrée des dirigeants syndicaux est consacré à faire le point de la situation sociale, analyser les différentes lignes de force qui caractérisent, selon eux, la situation des travailleurs, à fixer enfin des axes de travail. Bien sûr, Edmond Maire a exposé le point de vue de sa centrale sur ces questions mais tout cela est passé inaperçu tant la surprise a été grande à propos de l'autre volet de son discours. Georges

SEPTEMBRE 1979 : un accord est signé entre CGT et CFDT, sur des bases plutôt CFDT, définissant les priorités de l'action. DECEMBRE 1979, JANVIER 1980 : à l'occasion de la bataille des prud'hommes, critiques de la CGT contre le «consensus».

15-16 FEVRIER 1980 : lors d'une rencontre nationale CGT sur les Unions Locales, Michel Warcholak aborde la question de l'unité d'action en ces termes : «Au fil des mois, par touches successives, émaillées de déclarations volontairement fracassantes, la direction actuelle de la CFDT tire l'ensemble de ses organisations sur une voie qui s'éloigne des avancées faites sur des positions de lutte de classe (...) Nous ne pouvons l'ignorer. Les travailleurs ne doivent pas l'ignorer : la CFDT est sur le chemin du retour vers ses pratiques antérieures de collaboration de classes (...)»

AVRIL 1980 : grève des nettoyeurs du métro. Les dirigeants CGT accusent la CFDT de négocier un accord au rabais. Sur le terrain, ils tentent de contrer l'influence et les initiatives CFDT (tracts, meetings...).

Délégation de la CGT à Kaboul. De son côté, la CFDT diffuse nationalement un tract condamnant l'intervention soviétique en Afghanistan.

1<sup>er</sup> MAI 1980 : il est marqué par des cortèges pour la plupart séparés, et une amplification de la polémique (en particulier sur les «prélabes» à l'unité).

MAI 1980 : le rapport fait au CCN de la CGT amorce une analyse du monde en deux camps, les forces progressistes d'un côté, l'impérialisme de l'autre. A mots relativement couverts, la CFDT y est accusée de brader les luttes, en particulier celle des nettoyeurs du métro : «Oui, les nettoyeurs du métro ont peut-être montré la voie, mais la recentrage a montré ses conséquences ! L'accord signé par la CFDT en est l'illustration ; il est bien inférieur à celui obtenu par la CGT pour ce qui est des nettoyeurs de la SNCF et du métro ! L'accord CFDT a tout bonnement évité aux patrons de céder plus sous la pression de la lutte.»

JUIN 1980 : les négociations sur le temps de travail entre les syndicats et le CNPF relancent la polémique, la CFDT étant plutôt longue à quitter la table de négociation.

16 JUIN 1980 : CCN de la CGT. Plus nettement qu'au CCN de mai, la CFDT est accusée d'être dans le camp de l'impérialisme : «Fondamentalement, la lutte des classes à l'échelle mondiale qui détermine la situation internationale est caractérisée par l'affrontement qui oppose les forces du progrès, la classe ouvrière des différents pays capitalistes, le socialisme tel qu'il existe, les mouvements de libération nationale, et l'impérialisme (...) Mais la situation nouvelle conduit (l'impérialisme) à développer une pression idéologique d'un niveau inégal, tant en direction des travailleurs des pays capitalistes que des mouvements de libération nationale, caractérisée notamment par une campagne de discrédit systématique des pays socialistes. Parallèlement, il impulse une relance effrénée et coordonnée de la collaboration de classes à travers le monde. Dans cet effort, il reçoit le soutien de toutes les forces organisées du réformisme à l'échelle internationale (...) Ces craintes (de l'impérialisme) sont également partagées par les forces les plus importantes du réformisme international, ce qui crée des convergences idéologiques et politiques de fait, à l'origine des difficultés auxquelles se heurte la réalisation de l'unité, tant sur le plan politique que syndical dans notre pays.»

(...) «Une série de raisons ont fait et font de la CFDT un objectif privilégié dans l'offensive déclenchée (par l'impérialisme) pour tirer le mouvement syndical en arrière.

Les forces réformistes déjà acquises ne suffisent pas pour le succès de l'entreprise.

(...) «Cette nouvelle stratégie se traduit par une acceptation de fait des grands objectifs économiques et sociaux du pouvoir et du patronat.»

JUILLET 1980 : dans les *Cahiers de Communisme*, Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, aborde la question de l'unité syndicale. La CFDT y est vue comme «un obstacle de taille» : «La compréhension de ce comportement est indispensable, et l'unité d'action ne peut qu'y gagner. Elle demeure en effet impérative pour rassembler la maximum de forces (...) En effet, on ne peut mesurer l'envergure de l'opération recentrage aux seules données nationales, en dehors de l'évolution du rapport des forces à l'échelle

internationale et en particulier du rôle des organisations réformistes politiques et syndicales, notamment au niveau de l'Europe. C'est un des éléments de la stratégie impérialiste pour faire face aux progrès des idées de lutte de classe.»

14 AOÛT 1980 : dans *Syndicalisme-Hebdo*, Edmond Maire répond : «Nous reviendrons dans les semaines à venir sur le tournant néfaste opéré par notre premier partenaire depuis plusieurs mois et consacré par son comité national du 16 juin dernier. Car l'affaire est trop importante pour la traiter comme un incident mineur. Et il importe que, tous, nous agissions de façon homogène pour tenter de ramener la CGT à un comportement syndical et unitaire (...) L'action collective doit viser — selon le vocabulaire même des dirigeants de la CGT — à exprimer une révolte par une attitude volontariste des militants. Les solutions, pour l'essentiel, viendront des changements politiques. A condition que le PC soit le plus fort et qu'il domine ses partenaires. Bref, dans ses choix récents, la CGT ne roule pas pour le syndicalisme. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la CFDT soit devenue la cible principale des dirigeants de la CGT. Car nous représentons l'obstacle majeur à la logique politique de notre partenaire (...)»

AOÛT 1980 : dans *Le Peuple* du 24 août, G.Ségué poursuit : «Il est regrettable, mais significatif, que le secrétaire général de la CFDT ait cru devoir apporter sa contribution à l'offensive contre la CGT, en se lançant en plein mois d'août dans une nouvelle agression contre notre organisation et ses dirigeants, où l'anticommunisme le plus éculé le dispute à la mauvaise foi la plus évidente. Cet empiètement à nous provoquer en base polémique à la veille de la rentrée ne peut s'expliquer que par la crainte d'une relance de l'unité d'action sur des bases claires et pour une lutte efficace. (...) En vérité, les dirigeants CFDT, protagonistes de ce recentrage, nourrissent l'illusion qu'il pourrait être possible de faire prédominer en France un modèle de syndicalisme du type de celui qui existe, par exemple, en RFA (...)»

4 SEPTEMBRE : après la parution dans *Le Monde* des réflexions d'Edmond Maire, sous le titre «Le mouvement ouvrier face aux idéologies de crise», c'est son discours de rentrée à Nantes, où il récuse les condamnations de la direction CGT à l'encontre de la CFDT, dénonce son alignement sur la politique du PCF à propos de l'Afghanistan et de la Pologne, critique la tactique de lutte «tout azimut» de la CGT, et donne l'explication suivante de la division syndicale : «Les divergences au sein du mouvement ouvrier français se sont aigüées depuis le choix du parti communiste de l'isolement et du refus d'accéder au pouvoir, estimant sa force insuffisante dans le contexte international de crise que nous connaissons. La rupture de l'Union de la gauche s'est faite en septembre 1977. Juste après, dans une rencontre CFDT-CDT, nos deux organisations exprimaient la volonté de ne pas reproduire, au plan syndical, la rupture politique. Si cela avait été possible, cela aurait été un fait important et nouveau de première importance, la CGT aurait été en route pour la conquête de son autonomie. Mais le contrôle du PCF sur les rouges décisifs de la CGT est trop fort. Le rouleau compresseur est passé...»

5 SEPTEMBRE : Georges Ségué est à Renault-Billancourt. Il dit refuser de «descendre dans les bas-fonds d'une politique dégradante... Libre à Maire de se délecter des éloges de la droite, je préfère pour ma part, être poursuivi par Peugeot, mériter les attaques de Barre, la vindicte du patronat et du pouvoir, et par voie de conséquence, la confiance des travailleurs. L'unité d'action qu'il a réussi à rendre impossible dans l'immédiat au niveau confédéral, nous continuerons, dans l'esprit de la démarche unitaire de notre 40<sup>e</sup> Congrès, à la rechercher à l'échelle des fédérations, des régions, des départements et surtout des entreprises, non pas pour réduire les objectifs revendicatifs et modérer l'action, mais pour donner à la lutte le maximum de vigueur. La veille, le bureau confédéral de la CGT avait aussitôt riposté au discours de Maire, et le 9 septembre, la Commission exécutive : «La CGT va engager à tous les niveaux, et plus spécialement à celui des militants de base, des débats argumentés pour répliquer aux accusations portées par Edmond Maire dans son discours de Nantes. Elle envisage une réfutation serrée, des arguments nourris (en particulier à partir du comportement de la CFDT dans les conflits sociaux). Elle refuse d'envisager sérieusement la rediscussion des accords de juin 1974 et de septembre 1979 sur des objectifs prioritaires préconisés par la CFDT.»

attaque, ils disent tous la même chose. Du même coup, cela permet d'éviter les questions posées.

### Pour une riposte efficace

Il y a d'autres moyens de placer le débat sur un terrain sain. Et d'abord, la déglobalisation de la démarche. Riposter au niveau des attaques qui sont portées, point par point, pied à pied. Sur l'Afghanistan, sur la Pologne, sur le bilan des luttes ; les arguments ne manquent pas.

On ne peut laisser se poursuivre les campagnes haineuses où les demi-vérités et les vrais mensonges remplacent trop souvent les arguments que l'on ne trouve plus. Il faut «moraliser» les débats. Mais pour cela, il faut d'abord être en mesure de les placer sur un terrain solide. Le seul terrain syndical où les problèmes puissent être posés correctement, c'est celui de l'action, des propositions, de la

mobilisation, des initiatives ... Pour sortir des procès d'intention, des polémiques sans fin où les vraies raisons ne sont jamais clairement explicitées, il faut donner un enjeu concret au débat, toujours s'efforcer de le rattacher à son objet : la lutte syndicale concrète, celle de tous les jours, l'esprit d'initiative et d'action qui ne laisse pas de répit au pouvoir giscardien. Les militants de la CFDT ont des pistes de travail intéressantes dans leur centrale qui s'appellent lutte contre les bas salaires avec priorité à la réduction des inégalités, lutte contre les divisions de la classe ouvrière avec les avancées positives en direction des hors-statuts, lutte pour la défense des libertés syndicales et démocratiques... A eux de s'en emparer ! En général, quand une démarche dynamique et positive est mise en œuvre et enregistrée des avancées, les attaques sont moins violentes et les conditions pour la lutte s'en trouvent nettement améliorées.



# Manufrance : «Jusqu'au bout pour l'emploi!»

De notre correspondant à Saint-Etienne

Une fois de plus le jour «J» tant annoncé pour Manufrance est passé sans rien apporter d'autre que de nouvelles interrogations et de nouveaux délais. L'incertitude passe la limite du supportable pour les travailleurs de Manufrance dont bon nombre ont interrompu à deux reprises leurs vacances en plein mois d'août pour accourir à l'appel des syndicats et ont multiplié ces temps-ci les manifestations et les arrêts de travail (30 heures de grève le mois dernier).

Le nouveau sursis accordé (il n'y aurait pas de dépôt de bilan avant le 25 septembre, date de la prochaine réunion des actionnaires) laisse la porte ouverte à toutes les interrogations et à toutes les craintes. Et que signifie ce sursis, même assorti d'une autorisation de poursuivre l'activité, quand on sait que la fabrication est devenue impossible faute de matières premières et que la paye du mois n'est pas assurée?

Ils sont donc 1865 travailleurs (5 000 de plus, si on prend en compte les boîtes de sous-traitance) à attendre, avec une exaspération croissante, le sentiment de se cogner à un mur et la volonté de lutter «jusqu'au bout». Les administrateurs incompétents ou dépassés démissionnent, les actionnaires se défilent, les banques refusent tout crédit et le gouvernement fait la sourde oreille! En 4 ans les Manufrance ont, dans l'affaire, enregistré une impressionnante perte de pouvoir d'achat. Le temps est loin où ils pouvaient représenter des «privilegiés» par rapport à la classe ouvrière stéphanoise. Les salaires sont bloqués. Aujourd'hui un ouvrier avec deux CAP touche 2 500 F et un P1 2 700 F. «Le compte est vite fait, explique un travailleur du secteur cycle : la société Manufrance avait fait à la Société Nouvelle Manufrance un chèque pour les salaires de 6 millions. Divisez par 2 000 salariés, vous obtenez une moyenne de 3 000 F par individu! Il faut 30 ans de boîte pour atteindre les 4 000 F. Où sont les «mantis» et les «privilegiés exorbitants» dont a parlé le C.I.A.S.I.\* ».

Il s'agit pourtant presque tous jours d'un travail hautement qualifié. Lundi 8 septembre, au cours de la porte ouverte organisée dans le cadre d'une journée d'action départementale CGT-CFDT de soutien, chacun des 1500 visiteurs a pu admirer l'habileté de cette graveuse qui s'use la vue à orner des fusils d'un million pièce pour 3 000 F par mois. Chacun a pu voir au département cycles le montage intégral d'une machine par un seul professionnel, avec des raffinements de fabrication inconnus sur une chaîne. Côté machines à coudre, c'était l'écaillage d'un ouvrier devant l'impossibilité d'achever le travail commencé. «Certains fournisseurs, expliquait-il, profitent de nos difficultés. Nous avons dû refuser un lot contenant des pièces défectueuses qu'on voulait nous obliger à accepter tel quel. Depuis, nous sommes en rupture de stock.» Avec leur emploi, c'est aussi tout un savoir faire que les Manufrance veulent préserver.

## Une situation absurde

Aujourd'hui, les ateliers sont presque vides, les entrepôts aus-



si, les magasins en rupture de stock : plus de matières premières. Depuis des semaines, des ateliers tournent au ralenti, faute de matériel... alors que dans la période précédente, on n'arrivait pas à fournir les commandes : ainsi au secteur cycles, où l'on n'arrivait pas à répondre à la demande, où il aurait fallu embaucher.

«Et on parle encore de licenciement! s'exclame un travailleur alors que depuis juin 1979, on en est à plus de 100 contrats temporaires, conclus avec des gars qu'on avait licenciés dans la période précédente.»

Le fait est que depuis le mois de mars, les représentants ne sont guère sortis de l'usine : «Et comment! disent les ouvriers, il ont trop peur d'avoir des commandes». Pourtant, l'évolution qui s'est produite dans le marché de la bicyclette, que a connu une hausse de 20% en France en 1979, semblait encourager un développement de ce secteur... Mais Manufrance s'est vu refuser l'année dernière par les banques les «crédits de campagne» indispensables et doit payer comptant ce qu'elle achète, ce que ne fait actuellement aucune entreprise. Il y a de quoi étonner, surtout si

Les investisseurs éventuels sont intéressés chacun par un secteur bien particulier (magasins, armes, cycles, catalogue...), la spéculation immobilière s'en mêle, et l'on peut se demander si, comme dans l'ancienne société, certains actionnaires actuels ne travaillent pas à provoquer le dépôt de bilan? La seule véritable question serait alors pour eux : dans quelles conditions? Les batailles de requins se poursuivent, et alors que l'entreprise connaît un nouveau «sursis», on voyait poindre de nouvelles solutions surprenantes. On parle ainsi d'un retour, par une astuce juridique, de l'ancienne société, dotée depuis peu d'un nouvel administrateur en la personne de Pierre Laget (qui occupe une place importante au Bon Marché propriété des frères Willot!). Or ce sont l'ancienne société, et son syndicat Rossignol, qui ont inspiré l'expertise menée par Bernard Tapie, à la veille des vacances. Et cette expertise est susceptible de servir de base pour un dépêchement de l'entreprise en cas de dépôt de bilan, dont les fournisseurs, et surtout les salariés feraient les frais... Autre solution possible envisagée après liquidation globale des deux sociétés : la création d'un G.I.E. (groupement d'intérêt économique) ou d'un holding, rattachant artificiellement les divers départements attribués à différents propriétaires, ce qui permettrait la survie de la marque en copropriété... Ainsi, c'est le va-et-vient autour du tribunal de commerce et du nouvel administrateur provisoire (Maître Dutilleul). La valse des requins s'accélère au fur et à mesure qu'on se rapproche du 25 septembre, nouveau «jour J» où les actionnaires devront prendre leurs responsabilités.

## Menaces et «voraces»

Alors on est naturellement conduit à se demander ce qui provoque cet acharnement à «couler» une entreprise, dont chacun, et pas seulement les syndicats, s'accorde à dire qu'elle serait viable — juteuse même en bonne logique capitaliste — sous sa forme actuelle, au prix d'une restructuration interne excluant tout licenciement.

Peut-on parler, comme on l'a fait, de «complot politique»? Cette hypothèse, qui pouvait avoir quelque vraisemblance lorsque la municipalité de gauche était encore directement impliquée dans l'affaire en tant que principal actionnaire, a perdu en crédibilité maintenant qu'elle s'est effacée, en 1979, avec la constitution de la Société Nouvelle d'exploitation (S.N.M.), qui devait marquer un renouveau de la «vieille dame».

Il semble beaucoup plus réaliste de parler de convergences, d'intérêts financiers, visant à disloquer l'entreprise pour en gôber les morceaux à bas prix. Si beaucoup de candidats à la reprise se sont présentés, personne ne veut de Manufrance sous sa forme actuelle. D'où des luttes sourdes et des tractations en sous-main : la SNM avait, de l'aveu unanime, démarré avec des moyens financiers insuffisants. Mais aucune banque n'a voulu lui ouvrir de crédits, et il a même fallu un ordre du tribunal de commerce pour obliger la Société Générale à lui ouvrir un compte. La MACIF, sollicitée pour amorcer le redressement, n'a plus eu qu'une idée, se retirer, dès lors qu'on lui demandait de cautionner, sur ses fonds propres le prêt de 40 millions consenti par l'ancienne société. En annonçant, le 11 août, une «aide exceptionnelle» de 150 millions de francs, Monory ne s'avancait guère puisque les 2 conditions qui l'assortissaient (engagement de la MACIF, acceptation par le personnel d'un plan incluant démantèlement et licenciements), étaient d'ores et déjà irréalisables...

## Quelle riposte ?

D'ici là, les travailleurs de Manufrance et leurs organisations syndicales ne restent certes pas inactifs. Déjà la mobilisation en pleine période de congés de plusieurs centaines de travailleurs et la participation massive des Manufrance à la journée départementale pour l'emploi du 8 septembre dernier témoignent de la résolution du personnel à se battre sans relâche. La présence de plusieurs milliers de stéphanois tout juste rentrés de congés signifiait aussi que la cause des travailleurs de Manufrance n'était pas abandonnée, malgré la campagne d'enterrement de la presse locale. On a même vu Monique Garnier, au nom du Comité d'entreprise et des organisations CGT-CFDT-CGC de l'entreprise, rappeler l'échec du «LIP c'est fini» de Mesmer en 1973!

Le personnel du cours Fauriel a, d'ailleurs, maintenant son «trésor de guerre» : 35 000 fusils ramenés dans 4 semi-remorques des entrepôts de Molina. Christian Georges, de la CGT, indique qu'il s'agit surtout pour être sûr d'assurer les commandes et préserver le potentiel de l'entreprise. «Ces armes, nous les avons fabriqués, nous ne laisserons pas les requins s'emparer et dépecer Manufrance» devait ajouter Monique Garnier. Et c'est au cri de «les vautours n'auront rien! Manufrance vi-



«vra!» que plusieurs centaines de travailleurs de la firme descendaient jeudi 10 septembre manifester devant le tribunal de commerce, en exigeant la poursuite d'activité.

## Des moyens pour la vie de Manufrance

Mais pour les salariés comme pour les organisations syndicales il y a un écueil à éviter, celui du pourrissement de la situation et de la lassitude du soutien populaire.

En effet, depuis 1977 et les derniers coups fourrés des hommes de Duratour, la «vieille dame du cours Fauriel» a fait le va-et-vient d'une fois mine de s'éteindre et suscité passions et polémiques. Pour l'Union Départementale CFDT «la lutte doit être crédible pour tous les travailleurs à qui l'on demande de se battre. Ils doivent être informés pour mieux l'entreprendre et la mener à bien. Il s'agit de ne pas licencier, mais créer les conditions pour que Manufrance ne perde plus d'argent. L'aide doit servir à investir et non à démanteler! C'est pourquoi il faut en même temps et non alternativement un plan financier, des investisseurs et l'aide de l'Etat. Il faut cesser les saupoudrages financiers et ne pas s'en remettre à des actions mal préparées, centralisées hâtivement, alors que Manufrance exprime profondément une volonté de vivre et travailler au pays». Mais cette position est loin d'être partagée, dans les faits, par l'Union Départementale CGT et l'UGICT-CGT. Majoritaire dans l'entreprise, soutenue nationalement (G.Séguy venait à Saint-Etienne ce jeudi 18 septembre pour en manifester l'importance) la CGT axe la mobilisation et ses démarches locales et parisiennes sur l'octroi par le gouvernement des 150 millions d'aide promis par Monory. «Nous lançons un défi au premier ministre pour qu'il apporte la preuve de la non-viabilité de l'entreprise» déclarait J. Michaud de l'UGICT-CGT, qui met l'accent sur «la responsabilité des pouvoirs publics». C'est ce thème qu'ont d'ailleurs déjà martelé les délégations CGT et celles du PCF le 8 septembre dernier et que ces mêmes organisations veulent placer au centre de la journée de soutien aux Manufrance du 18 septembre. C'est l'occasion pour la Fédération et les élus PCF de la Loire de relancer une campagne «Fabriquons français pour

que la Loire vive» d'une particulière ampleur. Pour eux le sort de Manufrance est lié à l'existence ou non d'une volonté politique de relancer l'industrie locale. Tel est le sens de la demande, appuyé par le PS, d'une convocation extraordinaire du Conseil général (qui a mis de l'argent dans la SNM déjà).

Assurément cet insistant appel à un sauvetage d'Etat ne saurait tenir lieu de solution globale et définitive pour Manufrance. Beaucoup de travailleurs craignent qu'une subvention à fond perdu, sans plan ni garantie, ne serve qu'à financer des licenciements. «Pour reprendre confiance et conduire à bien notre lutte pour l'emploi, il faut obliger toutes les cartes à s'abattre» indiquait récemment J.A. Nayran de la CFDT Manufrance «l'entreprise doit être sauvée. Mais pas à n'importe quelles conditions! Que ce ne soit pas momentané. Des changements profonds et des structures internes adaptées, excluant filialisation et licenciements : voilà la politique claire qui doit accompagner aide et relance».

## Une lutte globale pour l'emploi

D'ailleurs, dans la Loire, où les liquidations d'entreprises continuent, on ne peut plus se contenter de lutter boîte par boîte pour sauvegarder des emplois, aussitôt remis en cause. On a besoin ici d'un ample plan de bataille pour arracher des emplois nouveaux, défendre ceux qui peuvent encore exister et ré-industrialiser le département. Il y a malheureusement déjà vingt entreprises qui connaissent actuellement un sort aussi dramatique que Manufrance dans le département. Toutes ne peuvent fonder la survie des emplois sur une aide de l'Etat. Les travailleurs de la Loire ne peuvent que s'engager dans une bataille de longue haleine pour «refaire un tissu d'emploi». Mais sauver ceux de Manufrance en est une indispensable étape. La convergence d'initiatives d'unité populaire du type «la Loire veut vivre», d'une mobilisation des femmes à l'appel de celles de Manufrance et d'un large soutien dans les entreprises, sincèrement unitaire : autant d'atouts nécessaires à cette lutte!

\* CIASI : Comité Interministériel d'Aide aux Structures Industrielles.

# La lutte des «sans papiers» continue

Lundi 8 septembre : 1500 sans papiers de la confection parisienne sont descendus dans la rue avec leur famille à l'appel de la Fédération Hacıutex CFDT : en même temps il ne se passe pas de jour sans qu'éclatent des grèves brèves mais dures dans les ateliers. Quel est l'enjeu de cette mobilisation importante? Il s'agit en fait d'une double bataille : pour la régularisation et la satisfaction de revendications sur les conditions de travail et d'emploi.

Le 23 mai, grâce à de nombreuses actions, (grève de la faim, manifestations, grèves...), le gouvernement s'engageait à faire régulariser avant le 30 septembre, la situation des travailleurs de toutes nationalités de la confection de la Région Parisienne, entrés en France avant le 1<sup>er</sup> mars 1979. Victoire importante car le gouvernement n'acceptait au début de prendre en compte que le cas des 17 grévistes de la faim, puis avait reculé en étendant la mesure aux cas humanitaires, enfin aux travailleurs de la confection entrés en France après le 1<sup>er</sup> juillet 1976. On mesure le chemin

parcouru grâce à une pression constante des travailleurs!

Cette mesure recouvre, d'après une responsable CFDT, 80 à 90% des travailleurs clandestins. D'autre part, était obtenue la levée automatique de l'expulsion des travailleurs pour séjour et (ou) travail illicite pendant toute la période de régularisation. Mais si cette mesure — semble-t-il — a été appliquée dans les faits, il n'en est pas de même pour la procédure de régularisation. Celle-ci se heurte à de multiples obstacles et contrôles contradictoires de l'administration. Ainsi le cas des travailleurs rentrés de vacances après le 1<sup>er</sup> mai 1979 : la préfecture de Police prend cette date pour celle d'entrée en France et bloque la procédure alors que le Ministère accepte la régularisation. Un autre exemple : les travailleurs habitant à Paris et travaillant en banlieue et ceux dans le cas inverse sont considérés différemment par l'administration. Ainsi cela produit des cas litigieux et le report de la procédure de régularisation. Depuis juin, de nombreuses actions ont eu lieu pour essayer de lever les difficultés dressées par le gouvernement : occupation des services de Stoléru, de la Direction Générale de la

main-d'œuvre, de la Bourse, multiples manifestation... Après la manifestation de lundi, une délégation de travailleurs reçue par les services de Stoléru a obtenu une meilleure coordination entre les différents services et notamment l'accord automatique du Ministère de l'Intérieur en cas de décisions prise par le Ministère du Travail.

## Contre les patrons : pas seulement les papiers

Parallèlement à la pression nécessaire sur le gouvernement, une lutte sans relâche est menée directement contre les patrons pour permettre l'application des mesures de régularisation. En effet, les patrons doivent d'abord signer une promesse d'embauche, puis le contrat de travail, verser à l'Office National de l'Immigration (ONI) une redevance de 2 500 francs par travailleur, enfin faire la déclaration à la Sécurité sociale. Ce n'est qu'une fois ces conditions réalisées que le travailleur peut faire régulariser ses papiers à la préfecture. La bataille continue donc avec des grèves pour forcer les patrons à déclarer les travailleurs employés. Mais simultanément, dans ces grèves, des revendications apparaissent qui ne touchent pas seulement les sans-papiers. La plupart des ateliers de confection clandestins ou non, pratiquent des conditions d'exploitation dignes du XIX<sup>e</sup> siècle : paie à la pièce, travail de plus de huit heures, souvent même le dimanche, les fiches de paie de temps en temps, quant à la déclaration à la S.S... Aussi les travailleurs soutenus par les victoires déjà obtenues exigent des salaires décents et le respect des droits minimum acquis par la classe ouvrière en France. Depuis juin, dans les ateliers de la confection parisienne, une cinquantaine de grèves de durée variable (entre une heure et trois jours) reflètent l'esprit de lutte qui y règne. Ainsi la listes des revendications établie dans tel atelier (voir encart) associe ces différentes revendications. Gagner la bataille de la régularisation, c'est permettre de lutter contre la baisse des salaires et des conditions de travail d'un autre temps.

## Scènes de la vie quotidienne

14 rue du faubourg Saint-Denis : un passage où tous les rez-de-chaussée sont occupés par des boutiques de confection. Un escalier étroit s'ouvre au premier étage sur... un berger allemand, derrière un appartement transformé en atelier : environ six machines à coudre sur les tables. Sur les dix employés, une demi-douzaine de travailleurs — hommes et femmes — sont là à discuter, ils veulent une augmentation : c'est pour cela qu'ils ont appelé au siège du syndicat Hacıutex un de leurs représentants à venir sur place. Un travailleur nous avait accueillis dans le passage en s'exclamant : «11 F, ah non, ce n'est plus possible!». C'est là-dessus que la discussion entre les travailleurs s'ouvre de façon à se mettre d'accord sur leurs revendications. Tous sont payés 11 F à la pièce pour ce modèle, mais certains veulent toucher 15 F, d'autres préfèrent être mensualisés : «A chaque fois que le modèle change il y a un problème avec le patron». Celui-ci fait appel à toutes les pleurnicheries traditionnelles pour lâcher le moins possible : «Et la concurrence vous n'y pensez pas, comment voulez-vous que je vous donne autant?» «Les Asiatiques, eux, travaillent pour moins». L'unité ne se fait pas sur la mensualisation et c'est sur 15 F qu'il faut faire céder le patron. Après avoir utilisé la carotte et le bâton, le patron est obligé de concéder 14 F.

Aujourd'hui il paye 11 F pour une pièce sans doublure et 12 F pour une pièce avec doublure alors qu'il en reçoit 40 du grossiste. Trois francs d'augmentation c'est déjà une victoire. A peine redescendus, un groupe de travailleurs turcs sur le trottoir d'en face nous happe au passage : ils sont employés dans un atelier en face de celui d'où nous venons. La discussion se poursuit au café et la liste des revendications est établie :  
- 3 000 F net, 8 heures par jour, 40 heures par semaine, - paiement de la redevance à l'ONI,  
- déclaration à la S.S.,  
- tous les quinze jours, versement des acomptes,  
- aucun licenciement à cause des revendications.

Les travailleurs repartent la montrer au patron. La réponse est nette : ceux qui ont des papiers doivent travailler, ceux qui n'en ont pas n'ont qu'à partir! Les travailleurs s'en vont tous, demain il faudra réfléchir aux modes d'action si le patron ne veut toujours rien entendre.

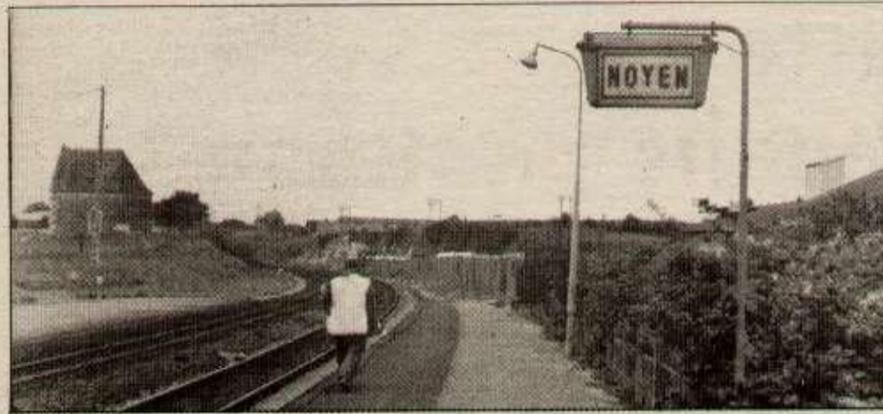
Pendant ce temps-là, 10 passage Popincourt dans le XI<sup>e</sup>, dans une entreprise de confection, soixante travailleurs de toutes nationalités, dont douze sans papiers, se sont mis en grève. L'entreprise dépose son bilan et les travailleurs ne sont pas payés depuis août. Pour toute réponse aux revendications des travailleurs le patron a appelé les flics...

Christine BENOIT

Directeur de publication : R. Rodriguez  
N° commission paritaire : 62 712  
Compte bancaire : BNP 271 — 659 — 66  
Imprimerie IPCC (Paris)

POUR TOUTE CORRESPONDANCE Ecrire à  
POUR LE SOCIALISME C/O FRONT ROUGE BP 68 PARIS 75019





# 4 mois de lutte pour les poseurs de rails

Par Richard FEUILLET

Quatre mois de grève pour les neuf cents poseurs de rails des sept chantiers SNCF de la société Desquennes et Giral.

Quatre mois qui ont mis à jour la terrible exploitation subie par ces travailleurs. Quatre mois de grève particulièrement offensive aussi. Nous avons rencontré des travailleurs du chantier de Noyen-sur-Sarthe, où a démarré la lutte.

Quatre mois de grève déjà. La grève a démarré le 8 mai, lancée par les travailleurs du chantier de Noyen-sur-Sarthe. « Ici, nous

avons commencé par faire des arrêts d'une heure, de deux puis de quatre heures, pensant ainsi que Desquenne allait discuter ; lui, de son côté, pensait qu'en ne discutant pas, on allait reprendre le travail, découragés ; bref, une situation d'où il ne pouvait rien ressortir ! Le 28 mai, les choses se sont un peu décantées ; voyant qu'on ne cédaient pas, Desquenne a fermé le chantier de Jugny (nom du chantier de Noyen). Dès le lendemain nous y sommes retournés. »

## La répression s'abat aussitôt

Ce sont d'abord des dizaines de lettres de licenciement — par paquets de vingt carrément — : « Grève illicite » dit la direction. L'inspection du travail, les choses étant un peu grossières, refuse les licenciements. Le 9 juin

toutefois, quatre militants CGT (seul syndicat chez Desquenne et Giral) de Noyen-sur-Sarthe sont licenciés. Devant cette intranquillité, les grévistes choisissent l'offensive.

A la mi-juin, devant le refus de négocier de Desquenne et malgré la répression (menaces de licenciements, licenciements, menaces d'expulsion hors de France), les grévistes de Noyen-sur-Sarthe vont occuper — et pas symboliquement — leur chantier de travail : ils s'emparent « illégalement », comme dit la direction, des locotracteurs (servant à porter les rails), moyen de pression efficace car coûteux et bloquant tout travail.

Desquenne évidemment ne va pas accepter une telle forme de grève. « Elle est illicite » dit-il. Le 18 juin, il obtient du tribunal une ordonnance « d'évacuation immédiate » du chantier de Noyen, en prenant les moyens : pour chaque jour de retard à l'exé-

cution du jugement, c'est 500 F que devront payer les neuf délégués CGT du chantier de Noyen-sur-Sarthe.

## Grève « illicite » selon la direction

Répression tout-à-fait logique de la part de la direction de Desquenne qui évidemment veut bien reconnaître le droit de grève à ses ouvriers à condition toutefois qu'ils l'utilisent « à bon escient », c'est-à-dire sans gêner l'entreprise. C'est tout-à-fait le sens des jugements rendus alors et jusqu'à aujourd'hui contre les grévistes. M. Asticot, batonnier de la Sarthe, avait déjà dit lorsque la grève n'était pas encore totale : « Il s'agit d'un mouvement qui est tout autre qu'une grève (!). Des traverses ont été enchaînées aux rails devant les locotracteurs du train-parc ; des grévistes occupent la voie pour

empêcher la libre circulation de la bourreuse (NDLR : engin pour mettre le ballast). » Un nouveau jugement, rendu par le président du tribunal de Dijon, va stipuler encore plus clairement que : « Si le droit de grève est licite, il a pour limite le droit pour les entrepreneurs et les travailleurs de vaquer à leurs occupations. »

Au cas où les grévistes de Noyen n'auraient pas compris le sens de ces propos, ce sont des lances à incendie et des chiens policiers qui les accueillent aux Mureaux (siège parisien de Desquenne et Giral) où ils se rendent fin juin avec leurs camarades des autres chantiers, entrés à leur tour en grève.

## Une attitude offensive

Ripostes offensives là encore de la part des grévistes de Noyen-sur-Sarthe — puis des autres chantiers par la suite — ; à Noyen, pendant toute la période précédant août, les grévistes franchissent une étape supplémentaire pour donner une pleine efficacité à leur mouvement. Ils décident de s'organiser pour garder et défendre collectivement le matériel qui devra les garantir contre les agressions extérieures qu'ils redoutent fort pour les vacances.

Choix judicieux et payant : avant les congés par exemple, à plus de cinquante, ils repoussent l'attaque de commandos de jaunes venus sur ordre de la direction « libérer » du matériel.

Dans leur longue lutte, les poseurs de rails seront (et sont encore un peu) confrontés à un autre problème. Le rapport de forces n'est alors pas partout le même et sur certains chantiers, des travailleurs intérimaires sont embauchés. C'est le cas alors sur le chantier TGV de Chambéry, fort important pour Desquenne et Giral.

Les travailleurs de Noyen-sur-Sarthe, décidément à la pointe du mouvement, s'y rendent afin d'aider leurs camarades grévistes de Chambéry à dissuader les intérimaires de continuer leurs tâches.

Ce travail de persuasion, que les grévistes poursuivent d'ailleurs aujourd'hui au chantier situé dans la campagne avallonnaise, se révèle payant puisque les travailleurs intérimaires de Chambéry poseront leur outil de travail, se mettant en lutte à leur tour. Mieux : Desquenne se voit contraint d'arrêter son chantier de Chambéry, sur conseil de la SNCF, dit-on, qui commence à voir d'un mauvais œil cette grève que Desquenne n'est pas capable d'arrêter. Desquenne devrait sans doute réfléchir, disent les grévistes : s'il ne veut pas satisfaire nos revendications, on ne reprend pas le travail et il va perdre un à un ses chantiers ! Il y a là sans doute un moyen de pression non négligeable. Il ne reste-à Desquenne qu'un chantier ouvert, ce début septembre : celui d'Avallon.

## Les nomades du rail

Noyen-sur Sarthe ? Une petite bourgade de 2 000 habitants entre Le Mans et Angers. La gare : c'est là, accolés à elle, sur le bord de la voie, que se sont construits, posés à même le sol, les baraquements des ouvriers de Desquennes et Giral.

« Desquennes et Giral, s'exclame Ben, c'est une boîte comme il y en a une douzaine en France, chargées de l'entretien et du remplacement des voies sur le réseau SNCF ; nous faisons et défaisons des centaines de kilomètres de voies chaque année, trois mois ici, trois mois à Nantes, trois mois ailleurs. Chez Desquennes, nous sommes 900, dont 600 camarades immigrés (Maghrébins et Portugais surtout). A l'origine de notre mouvement, il y a les salaires et, aussi important, l'amélioration de nos conditions de travail, d'hébergement et d'hygiène. Ça peut paraître beaucoup, en fait c'est bien justifié ! »

## 25 trains par jour

Les conditions de travail tout d'abord. Ceux que l'on appelle à juste titre les « nomades du rail » enlèvent les rails usagés, puis le ballast (sable, graviers, pierres concassées en dessous des rails) à l'aide de puissantes machines nommées « dégarnisseuses », les « bourreuses » étant utilisées pour remettre cette fois le ballast ; ces machines sont montées sur rail et avancent au fur et à mesure : « C'est un travail dur, explique Mustapha. Tu es dehors par tous les temps, sous la pluie battante et aussi quand il neige ; l'arrachage du ballast fait que nous respirons des tonnes de poussière, nous sommes constamment comme dans du brouillard. »

« Ce n'est pas une image, insiste Ben. A tel point que parfois, tu ne vois pas les engins

qui avancent sur la voie ; sur le chantier de Chambéry, un copain a été écrasé par la « régaleuse » (terme désignant les dégarnisseuses qui « avalent » le ballast). »

D'autres risques existent, comme la circulation des trains. Sur la voie en courbe de Noyen-sur-Sarthe, 25 rapides et express (ligne Paris-Nantes) passent quotidiennement à plus de 120 kilomètres à l'heure.

« Ici, c'est une ligne à deux voies, tu n'as pas de trains sur la voie sur laquelle tu travailles, évidemment, et ceci dans des tranches d'heures précises ; le problème, c'est l'autre voie qui est vraiment à côté ! Tu as vite fait de te faire happer, vu la vitesse. »

## « On mange sous la pluie »

« On mange tout le temps dehors, qu'il pleuve ou qu'il neige ». Les grévistes de Noyen-sur-Sarthe, comme ceux de tous les chantiers Desquennes et Giral, demandent à ce que les wagons désaffectés (couverts et avec du gaz) pouvant leur servir de réfectoire, partent avec eux le matin avec leurs convois montés sur rail.

« C'est pourtant pas les wagons qui manquent à la SNCF », explique Ben.

Aussi important que les conditions de travail, on trouve l'origine du mouvement de grève de chez Desquennes, cette exigence : l'hygiène. Depuis des années, ils vivent dans des bungalows, en fait de misérables cabanes de chantiers, en tôle, de type Algéco. Ces cabanes forment un véritable « village de tôle » où vivaient quelque 150 travailleurs turcs, algériens, marocains, espagnols. « L'été, il y fait une chaleur torride, raconte Mustapha, l'hiver, on gèle. »

Nous sommes maintenant en-



trés dans la cabane en tôle ; un ouvrier noir coud ; du linge sèche à l'intérieur de la pièce minuscule d'environ huit mètres carrés.

## Des baraques humides de 8 M<sup>2</sup>

« Quand on rentre le soir, fourbu, sale et trempé, on aime bien se changer, explique le locataire de la cabane, avoir des habits propres, secs ; le problème, c'est qu'avec l'humidité et l'étroitesse de la pièce, ça ne sèche pas vite : alors il m'arrive de rester dans du linge humide. »

Des baraques de huit mètres carrés pour vivre et sécher son linge, voilà ce qu'ont les travailleurs de chez Desquennes. Ce n'est pas grand surtout quand, en plus, il faut y vivre à trois. Car on y vit à trois. Ils ont mis à gauche deux lits superposés. A droite, un troisième lit sur lequel est posée la moitié d'une planche ; c'est une table qu'il faut bien caser quelque part. « On ne peut pas manger à trois de toute façon. Il faut bien se coordonner ; le soir, si l'un de nous veut écouter la radio ou écrire, que les autres veulent dormir... alors évidemment tu dors dans des conditions pas très bonnes. »

« C'était encore pire avant, remarque, on était quatre par

wagon, avant la grève de 1977, sur le chantier d'Elbeuf. »

Se laver : ici on se lave, oui, mais dans quelles conditions ! Pour nous rendre au local des douches, nous franchissons la porte de la baraque visitée pour atterrir dans une véritable mare d'eau. « Desquennes refuse de nous installer un système quelconque de canalisation pour écouler les eaux de pluie ». Ceci explique donc cela. Ce qui sert d'installations sanitaires se trouve situé derrière l'immense hangar à farine qui longe la voie ferrée, à l'abri des regards indiscrets. Les « douches » ? Dans un état de délabrement et de crasse inimaginable. Un petit récipient attire l'oeil : le chauffe-eau minuscule. « Il contient si peu d'eau, explique Mustapha, que trois gars se lavent en même temps, ont de l'eau chaude une minute. On finit au seau évidemment. »

Voilà donc les raisons pour lesquelles les travailleurs de chez Desquennes et Giral sont en lutte depuis quatre mois dans la totalité des chantiers SNCF de l'entreprise : Oissel (Seine Maritime), Paris-Batignolles, Chambéry, Santigny (dans la campagne avallonnaise), Lyon, etc. Des raisons auxquelles il faut ajouter la revendication d'un salaire de 3 000 francs minimum. Car chez Desquennes, on est en plus payé au SMIC.

# Budget 81 : poursuite de la politique barriste

L'originalité du budget 1981 tel qu'il a été présenté cette semaine par le gouvernement tient à ce qu'il se situe à six mois des élections présidentielles et ce dans un contexte économique morose. Après le retournement de conjoncture qui s'est opéré à la fin du premier trimestre 1980, on est entré dans une phase de régression de l'activité industrielle, qui aura été de 1,5% en un an. Les perspectives ne sont pas plus brillantes. Les organismes de prévision et les experts gouvernementaux tablent pour 1981 sur une croissance du PNB inférieure à 2% — un des taux les plus bas enregistrés depuis 1975 — ce qui se traduira par une nouvelle augmentation du chômage. On aurait donc pu s'attendre à ce que le gouvernement prenne un certain nombre de mesures susceptibles d'avoir quelque effet rapide sur le rythme d'activité économique.

En fait, si les préoccupations électorales ne sont pas absentes de la présentation du budget, notamment en matière de fiscalité, le gouvernement se refuse, pour l'instant tout au moins, à une relance par la consommation. Barre persiste et signe : l'axe de sa politique économique qui consiste à modifier le partage salaires-profits en faveur de ces derniers en vue de favoriser l'investissement des entreprises se concrétise dans le budget 1981 par une aide massive aux groupes capitalistes.

Le gouvernement ne s'en est pas privé, tant vis-à-vis des électeurs que de ses alliés-adversaires du RPR.

Vis-à-vis des premiers, la mesure choc avancée est celle de la « pause fiscale ». Une manière de dire que l'imposition n'a cessé d'augmenter au cours des années précédentes. Les tranches du barème de l'impôt sur le revenu seront en effet relevées d'un montant de 13,3%. Mais ce qu'on oublie de préciser le gouvernement, c'est que l'impôt sur le revenu ne représente qu'une part limitée (moins du tiers) de l'ensemble des recettes fiscales de l'Etat. La grande masse (les deux tiers) est formée par l'imposition dite « indirecte ».

Le fameux « manque à gagner » dont parle Papon, le ministre du Budget, en annonçant le relèvement des tranches de l'impôt direct sera contrebalancé par une rentrée plus forte au titre de la TVA — impôt sur la consommation d'autant plus injuste qu'il frappe d'abord ceux dont l'essentiel du revenu va à la consommation — et le relèvement de certains droits indirects (alcools...).

De fait, le prélèvement fiscal total (impôts directs plus TVA, plus collectivités locales) passera de 24,15% du produit intérieur brut en 1980 à 24,51% en 1981. Un alourdissement donc de l'impôt, notamment pour les bas et moyens revenus.

La prétendue « pause fiscale » aura cependant l'intérêt, pour le gouvernement, de répondre aux revendications d'une partie des cadres, qui réclamaient depuis longtemps, notamment par l'intermédiaire de la CGC, une réforme de la fiscalité directe. D'où le satisfecit de cette centrale.

Toujours au rayon des accessoires électoraux, il convient de noter la modération des dépenses publiques. On se rappelle que le budget 1980 avait été l'occasion pour le RPR de se distinguer en demandant une économie de deux milliards sur le train de vie de l'Etat. Cette année, Chirac est servi. Treize milliards de dépenses publiques, nous dit-on, ont été supprimés. Les créations de postes dans la fonction publique ont été réduites au maximum : mille huit cents, surtout des policiers et

des gendarmes contre 14 500 en 1980 et 25 000 en moyenne de 1974 à 1979.

Barre avait déjà dit qu'il serait « plus économe que le RPR ». Ce qu'à sa manière, Papon, le ministre du budget a réaffirmé en présentant les « coupes » effectuées dans les dépenses publiques : « Ce sont les économies les plus sévères jamais réalisées au cours de la décennie qui s'achève ».

Autre clin d'œil au RPR : l'augmentation du pouvoir d'achat des prestations familiales de 1,5% et 3% pour les familles de plus de trois enfants qui, de plus, bénéficieront d'une demi-part supplémentaire dans le calcul du quotient familial. Debré saurait-il continuer à proclamer que le gouvernement manque d'esprit de famille ?

Le CNPF s'est montré satisfait du budget et Ceyrac lui-même, d'habitude plus circonspect, n'a pas hésité à qualifier les mesures gouvernementales de « courageuses ». Un éloge en quelque sorte. Il y a de quoi...

En fait, le budget 1981 va se traduire par une aide massive aux entreprises.

En effet, ces dernières auront la possibilité de déduire de leurs bénéfices imposables 10% du montant de leurs investissements, et cela pour une période de 5 ans. Ce qui représente pour l'ensemble de cette période, un pactole de 25 milliards de francs versés aux entreprises. C'est, de l'avis des commentateurs, le plus gros et le plus important effort qu'un gouvernement ait jamais consenti en faveur de l'investissement industriel. Cette aide massive à l'investissement est dans la lignée d'une politique économique systématiquement menée depuis plusieurs années.

Depuis 1976, Barre n'a cessé d'affirmer que son objectif était de modifier, par la compression du pouvoir d'achat (« la modération des coûts »), le rapport

salaires/profit en vue de reconstituer les marges bénéficiaires des entreprises et de dynamiser ainsi l'investissement, notamment dans les secteurs bénéficiant du redéploiement. C'est ce qu'a réaffirmé le Premier ministre dans un récent article à *La Revue des Deux Mondes* : « Le gouvernement a préféré à une croissance induite par la demande de consommation une croissance induite par l'offre, c'est-à-dire l'innovation, l'investissement et l'exportation... J'ai considéré depuis 1976 que l'avenir de la France dépendait en priorité de sa capacité à faire face aux défis économiques des prochaines années ».

Si la pression sur le pouvoir d'achat et les réductions de personnel se sont bien traduites par une reconstitution des fonds

propres des entreprises, jusqu'à présent, l'investissement, lui, n'a pas suivi. Contrairement à d'autres pays capitalistes comme les USA, la RFA et même l'Italie, les dépenses d'équipement en 1979 et au début 1980 restaient à un niveau encore inférieur à celui de 1974 !

Un des objectifs majeurs du budget 81 est donc de favoriser, par des aides fiscales substantielles, cette reprise de l'investissement tant attendue par la bourgeoisie. Quels qu'en soient les résultats, de ce point de vue, le budget 81 — alors qu'on redoute une nouvelle et vive augmentation du chômage — vient confirmer, s'il en était besoin, l'ordre des priorités gouvernementales.

La bourgeoisie française est prête à sacrifier un peu de croissance et beaucoup d'emplois dans la lignée du théorème du chancelier Schmidt : les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.

Jean JAULIN



## En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

### Le non catégorique de Barre aux abris anti-atomique

Dans un discours prononcé à la 33<sup>e</sup> session de l'Institut des hautes études de la défense nationale, le Premier ministre a affirmé que « la notion de défense civile est périmée » et « la vérité, (voir par exemple dans la force de dissuasion ». En dépit des menaces croissantes accumulées par la course aux armements, (voir par exemple l'installation des SS 20 soviétiques pointés vers l'Europe comme la future mise en place des missiles Pershing US dans les pays de

l'OTAN), Barre juge les Français trop nombreux pour envisager la construction d'abris anti-atomiques et s'en tient à la vieille stratégie gaullienne. L'analyse ne fait pourtant pas l'unanimité dans la majorité : les sénateurs Bonnefous et Marcellin rejettent ces conclusions et signalent notamment dans leur rapport que l'URSS dépense 34 F par habitant pour la protection de son territoire, soit presque six fois plus que la France.

### Turquie : coup d'Etat militaire

Le 12 septembre, le général Evren, président du Conseil National de Sécurité a pris le pouvoir en Turquie, avec l'armée. Le gouvernement et le Parle-

ment ont été dissous, l'état de siège décrété dans tout le pays, tous les partis politiques ont été interdits, les dirigeants syndicaux mis sous surveil-

lance, à l'exception du syndicat dit modéré, le Turk IS... Plusieurs centaines de personnes ont été gardées à vue, les grèves sont interdites.

Depuis ce coup d'Etat militaire, la droite ne cache pas son soulagement, à longueur d'ondes. Pas une occasion n'est manquée pour rappeler quel désordre régnait en Turquie, « les affrontements entre les extrêmes », les attentats. Et on se félicite du calme revenu !

A Washington, on se défend bien haut d'avoir encouragé ce coup d'Etat. Malgré toute vraisemblance : récemment, le général Evren était aux Etats-

### Chili : regain de la résistance populaire

La junte chilienne, qui organisait le 11 septembre un référendum obligatoire, a fait entériner une constitution signée Pinochet.

Cette nouvelle charte institutionnalise le pouvoir

Unis ; c'est le Département d'Etat américain qui a annoncé le putsch. De surcroît, d'importantes manœuvres de l'OTAN se déroulaient en Turquie. Et surtout, il n'est qu'à voir la place de ce pays, sur le flanc Sud-Est de l'OTAN, verrou possible face à l'URSS. Il faut rappeler aussi que c'est en Turquie que sont concentrées les installations d'écoute ultramodernes des Américains pour la surveillance des Russes. Aujourd'hui que l'Iran ne peut plus jouer ce rôle, l'importance de la Turquie est donc primordiale, pour les Américains, dans leur rivalité avec l'URSS.

reaux de vote, l'absence de registres électoraux, les militaires chiliens ont dépouillé près de deux millions de non (28% contre 70% de oui).

Pourtant, seule l'opposition démocrate-chrétienne conduite par Frei, président de 1964 à 1970, a eu droit de parole sur les radios privées.

Tout en cherchant à légitimer sa dictature, la junte a depuis mai dernier renforcé sa répression. Dans ces conditions, les manifestations de la veille du scrutin n'en prennent que plus d'importance. A Santiago, comme dans plusieurs villes de province, des centaines de personnes, aux cris de « Police assassins », « Non à Pinochet », ont dénoncé le référendum frauduleux. Le 27 août, la junte permet à Frei de tenir un meeting dans une ville située à une centaine de kilomètres de la capitale : plus de 10 000 personnes viennent faire de ce meeting un rassemblement de l'opposition en manifestant ou en repre-

nant les chants de l'Unité populaire.

Depuis quelques années la presse clandestine ne cesse de se développer. En 1978, des journalistes et des travailleurs des communications fondent la Fédération nationale des travailleurs des communications qui se fixe pour objectifs la lutte pour la liberté d'expression et contre la répression, pour les revendications populaires et contre la dictature. Maintenant, la presse clandestine compte plus de huit journaux nationaux et nombre de journaux locaux.

Dans ce Chili où toute expression du mécontentement est attribuée aux menées des « terroristes », où tout « terroriste » arrêté est gardé vingt jours au secret puis, s'il vit encore, est déféré devant la justice, où la justice n'est qu'une attribution du ministère de l'Intérieur, les défilés anti-Pinochet du 10 septembre témoignent du réveil de la résistance populaire.

## Après le remplacement de Gierek...

Le mouvement pour la création des syndicats indépendants se poursuit avec une telle vigueur qu'il semble aujourd'hui difficile d'en tracer un tableau exhaustif.

Dans la province de Gdansk, les syndicats indépendants regroupent maintenant 85 à 90% des travailleurs, à Ursus s'est créée le syndicat indépendant et autogéré de Mazovie (région de Varsovie) d'autres naissent à Wrocław, ailleurs se constituent des comités pour leur création.

### Le mouvement s'étend et se structure

Fait nouveau et caractéristique de l'ampleur d'un mécontentement et d'une détermination qui dépassent les rangs de la classe ouvrière, les employés et les intellectuels agissent dans le même sens : les employés de la culture et des arts, ceux de la santé, les acteurs de théâtre, et de télévision, des journalistes, des enseignants, des scientifiques. Le 11 septembre, des délégués représentant 9 800 personnes ont ainsi créé à Varsovie le syndicat indépendant autogéré des travailleurs de la science, de la technique et de l'enseignement.

Parallèlement, le mouvement se structure. Deux bureaux d'information juridique et de conseil ont été ouverts à Varsovie : en l'espace de quelques jours ils ont reçu plus de 200 délégations d'entreprise. Un projet d'organisation nationale a été rendu public.

Le mouvement s'accompagne de grèves qui s'arrêtent ici, satisfaction obtenue, pour repartir ailleurs. Souvent justifiées par des revendications, elles sont aussi provoquées par l'attitude intransigeante des directions locales du parti ou des entreprises. Dans l'usine d'aviation de Mielec, la grève éclate après les déclarations du secrétaire du parti sur le bon fonctionnement des syndicats officiels et la décision de demander à chaque travailleur de signer une déclaration pour le maintien des anciens syndicats. A Kielce, c'est le directeur qui annonce la perte des avantages sociaux pour les travailleurs adhérant au syndicat indépendant.

### Changement ou continuité ?

Officiellement, la nouvelle direction réaffirme son attachement au respect des accords. Cela dit, certaines déclarations de Kania lui-même sont moins claires. A Katowice, centre minier et sidérurgique de Haute Silésie, il a eu des phrases plus qu'ambiguës : «*Nous devons rester calmes, vigilants et fermes envers les syndicats. Nous nous prononçons pour l'unité syndicale et le nous appartient d'y veiller. Il nous appartient de développer sur une grande échelle le mouvement de renouveau des organisations syndicales. Les syndicats doivent devenir des partenaires de l'administration et des défenseurs des droits des travailleurs.*» Sans aucun doute, les efforts ne vont pas être ménagés pour sauver ce qui peut être encore sauvé des syndicats officiels. L'enjeu politique de cette bataille est trop important.

Et de fait, devant la poursuite des grèves, certains responsables agitent déjà la menace de la rupture des accords. Ainsi, M. Rakowski, membre du CC et rédacteur en chef de *Polityka*, a lancé une mise en garde à la télévision : «*Je pense qu'il est clair, pour chaque citoyen, que les grèves persistantes portent atteinte à une économie déjà faible. Le gouvernement a pris des engagements énormes, et notamment des hausses de salaires pour tous les travailleurs. Cet argent n'existe pas pour l'instant. Il faut travailler pour cela. Mais comment allons-nous l'obtenir, si une grève chasse l'autre ? La réforme doit-elle partir de l'oisiveté et des bavardages ?*»

Si d'un côté on assiste à des tentatives de récupération de la part des chefs des syndicats officiels, qui proposent une coopération pour l'établissement d'un programme dans «*l'intérêt de tous les travailleurs*», de l'autre, la composition des commissions mixtes dont la mise en place a été annoncée par le gouvernement pour contrôler l'application des accords, n'est toujours pas connue.

Pendant ce temps, Jagielski, vice premier ministre et négociateur des accords de Gdansk s'est rendu à Moscou. Si la composition de la délégation qu'il dirigeait laisse à penser qu'un des buts du voyage était l'obtention de crédits, il est bien évident que ce n'était pas le seul objectif pour les deux parties concernées. Jagielski s'est entretenu en effet avec Sousov, responsable des questions idéologiques au sein du Bureau Politique du PCUS, et Brejnev. Les communiqués traditionnels ne peuvent en donner une idée très précise, mais insistent sur «*le renforcement et le développement des rapports multiformes entre l'URSS et la Pologne*». De son côté, M. Kania a remercié Brejnev : «*Le camarade Brejnev a souligné que nous pouvons être sûrs que l'URSS apportera à notre direction, à la Pologne, son concours total pour lui permettre de sortir de ses difficultés*».

Ainsi donc, sur le plan intérieur comme sur celui des alliances, les premiers pas du nouveau gouvernement polonais s'inscrivent plus dans la continuité que dans la rupture, dans le manœuvrer en recul plus que dans une dynamique nouvelle. La marge dont dispose M. Kania est beaucoup plus étroite que celle de ses prédécesseurs au moment de leur arrivée, comme en témoignent la méfiance des travailleurs vis-à-vis des diverses réformes promises par l'appareil, et la poursuite des luttes. L'évolution de la situation reste donc à suivre de près.

# «Une nette ligne de démarcation entre le pouvoir oppresseur et la classe

Une interview d'Alexandre SMOLAR

**Alexandre Smolar, économiste, est représentant du KOR. Arrêté comme un des organisateurs du mouvement étudiant de 1968, condamné à un emprisonnement d'un an à la suite duquel il ne pouvait plus retrouver du travail, il a dû s'expatrier en France en 1971:**

**Il édite une revue politique à destination de la Pologne, *Anneks* dans laquelle écrivent des personnalités de l'opposition, émigrés ou restés au pays.**

► **Certains ont interprété les événements de l'été polonais comme la preuve du bon fonctionnement de la société socialiste polonaise : il n'y a pas eu de répression mais dialogue... Qu'en pensez-vous ?**

C'est un type d'arguments évoqués dans la presse du PCF et c'est assez amusant. Que cette fois-ci le pouvoir n'ait pas assassiné des dizaines et des centaines d'ouvriers, qu'il n'y ait pas eu de violence serait la preuve du bon fonctionnement du socialisme à la soviétique. Il est difficile de parler de bon fonctionnement d'un Etat, alors qu'il est totalement bloqué. Les ouvriers pouvaient analyser tout le pays sans le moindre problème, ils ne n'ont pas fait par conscience du danger soviétique. Le «*bon fonctionnement du socialisme polonais*», il a été assuré, d'un côté par le réalisme des ouvriers et de l'autre par la peur de l'armée russe.

Par contre, les événements récents sont la preuve de ce qu'on apprend les ouvriers et l'Etat. Le pouvoir a appris que, tirer sur les ouvriers, n'était pas le moyen de résoudre les très graves conflits sociaux, politique et économiques, qu'il valait mieux négocier.

Les ouvriers ont appris plus encore : comment transformer leur mécontentement en force positive. Dans les crises précédentes, le mouvement ouvrier était un mouvement de désespoir violent avec manifestations de rue, destruction du siège des comités du parti, maintenant le mouvement fait preuve de discipline, d'organisation, manifeste sa volonté de gagner et non de détruire, c'est là qu'à résidé sa force principale.

► **Le mouvement, les revendications des ouvriers ont révélé l'existence de contradictions très importantes à l'intérieur de la société polonaise. Comment les analysez-vous ?**

Ce que cette crise a dévoilé, c'est en quelque sorte un conflit

social classique du type XIX<sup>e</sup> siècle : les événements ont tracé une ligne très claire entre d'un côté le pouvoir oppresseur et de l'autre la classe ouvrière avec ses propres intérêts, très conscients de ses propres moyens, ses possibilités, ses objectifs.

Il ne s'agit pas seulement de la classe ouvrière, mais aussi d'autres groupes sociaux à ses côtés. Aujourd'hui, des syndicats libres se créent non seulement chez les ouvriers mais aussi parmi les intellectuels. Le phénomène de division sociale est encore plus profond que dans le capitalisme classique. En Pologne, il y a d'un côté le pouvoir seul et de l'autre presque toute la société qui réagit avec dynamisme : les formes et les moyens sont différents suivant les groupes sociaux, mais le mécontentement et la solidarité entre ces groupes est manifeste.

► **Au cours du mouvement les dirigeants du MKS ont insisté sur le fait qu'ils voulaient construire un syndicat libre et non un parti politique. Lech Waleza, dans une interview a parlé d'étapes et entre autres d'une troisième étape dont il ne voulait rien dire pour l'instant. Comment analysez-vous cette contradiction manifeste entre le caractère syndical et politique du mouvement ?**

Il est bien évident que c'est pour des raisons tactiques que les leaders ouvriers ont adopté un programme purement revendicatif. Ils savent très bien que dans un pays tel que la Pologne, des revendications indépendantes, quelles que soit leur nature sont d'ordre politique. Quand les propriétaires ont en même temps le pouvoir politique et le pouvoir policier, mettre en question le pouvoir économique, c'est mettre en question en même temps le pouvoir politique et policier. Quand le pouvoir dit : «*Vous, vous devez déclarer que vous acceptez le parti, l'union avec l'URSS*», il sait très bien qu'il s'agit d'un jeu d'apparences, tout le monde en est conscient.

98 % des Polonais sont des anti-soviétiques, farouches, sont contre le «*socialisme réel*», celui qui existe là-bas. Cela ne signifie pas qu'ils veulent rétablir le capitalisme. Ils ne rêvent que d'indépendance nationale. Mais ils sont réalistes et ils ont appris (entre autres, grâce à l'opposition) qu'il ne faut pas trop pousser les revendications : on ne peut que perdre et risquer une confrontation directe. Ils savent très bien que, maintenant, la Pologne doit digérer ces changements. Et il faut quelques années pour que le système trouve un certain équilibre, pour éviter un danger de confrontation très grave ou d'intervention soviétique.

Est-ce que le réalisme des ouvriers va contribuer au rétablissement d'un certain équilibre ? Cela dépend du pouvoir. Ils ont réagi jusqu'à maintenant de manière très maladroite, en acceptant toujours de céder trop tard pour retrouver le souffle.

► **Quelle va être dans l'avenir l'attitude du pouvoir ?**

L'avenir n'est clair pour personne. Il y a maintenant des contradictions très très graves à l'intérieur du système. Un été

ment dynamisant très important a été apporté par les revendications ouvrières et surtout par la création des syndicats libres qui vont représenter 80 % des travailleurs polonais. C'est un élément avec lequel le système, dans sa forme classique, ne peut coexister. Mais on ne sait pas dans quel sens il va évoluer, on voit des possibilités.

Il peut évoluer dans un sens souhaité par Moscou, celui de la récupération. Ils essayent de vider de leur contenu les formes institutionnelles qui viennent de se créer, de détruire ce mouvement social spontané. Il peut évoluer dans un autre sens : celui du rétablissement de l'équilibre intérieur par l'intervention soviétique.

► **On peut imaginer différentes solutions. Ce qui paraît inévitable, nécessaire, c'est une radicale réforme économique qui autonomisera en quelque sorte l'économie par rapport au pouvoir politique. Certes, des décisions-clés seront toujours prises au sommet du pouvoir, mais toutes les décisions économiques au niveau des entreprises ou même des secteurs économiques peuvent être autonomes du pouvoir politique. Le pouvoir, en déléguant des pouvoirs aux directeurs d'entreprises, leur laisserait les tâches de se débrouiller avec les ouvriers : il n'y aurait plus nécessairement chaque fois, dans chaque cas de crise, confrontation directe entre le pouvoir politique, le parti et les ouvriers. C'est peut-être utopique mais nécessaire.**

► **Vous avez demandé à Gérard Molina, militant critique du PCF, de donner son point de vue sur les événements qui ont eu lieu en Pologne.**

► **A ton avis, quelles sont les principales leçons que l'on peut d'ores et déjà dégager de l'été polonais ?**

Au niveau le plus immédiat, on a constaté qu'il existe entre l'appareil d'Etat et la direction du parti et le reste du pays, notamment les travailleurs, une coupure complète. Une coupure économique d'abord, les travailleurs ayant le sentiment de ne pas bénéficier de l'essor industriel de la Pologne, et une coupure politique ensuite, avec une très faible participation des travailleurs aux affaires du pouvoir alors même qu'ils avaient par trois fois déjà posé cette question.

Ces deux coupures essentielles, les intellectuels ou militants s'intéressant aux problèmes des pays socialistes avaient pu le constater, et il était de notoriété publique que la Pologne constituait le maillon faible des pays socialistes en Europe. Mais la grande nouveauté, c'est le caractère de rupture qui touche essentiellement à la forme qu'a pris la lutte, dans les usines, large, de masse, démocratique, et avec la volonté d'obtenir des revendications précises, de ne pas donner prise à la répression, tout en ne cédant rien sur les questions fondamentales.

► **Où voyez-vous les facteurs décisifs de transformation ?**

La pression de la classe ouvrière, des différents groupes sociaux. L'expérience leur a montré que le pouvoir n'a jamais bougé, n'a jamais essayé de modifier le système, de le rendre plus vivable sans pression, et le mot est faible, sans tragédie. Cependant, je suis optimiste, contrairement à la plupart des commentateurs en France. J'ai toujours pensé que ce système était flexible. Ce qui vient de se passer est un exemple des possibilités d'évolution, mais possi-

► **Le gouvernement polonais n'était cependant pas favorable aux revendica-**



# «Le pouvoir n'est pas celui de la classe ouvrière»

Une interview de Gérard MOLINA

► **quel pays capitaliste, de reprendre ces revendications. De cela, les ouvriers ont conclu qu'il fallait avant tout déterminer un cadre, et les moyens de lutter. Il leur fallait maintenir une continuité, en créant ce cadre institutionnel, pour ensuite pouvoir contrôler l'application des accords, contrôler les promesses du gouvernement, sans s'en remettre à des mouvements spontanés. Mais c'est la situation économique qui a été le détonateur de la grève, et il faudra bien que soient posés les problèmes du prix de la viande, de l'approvisionnement, et à fortiori des conditions de travail.**

► **L'affrontement entre le pouvoir et les travailleurs, comme le contenu des revendications, mettent en lumière un certain nombre de mécanismes de la société polonaise. Quelles sont à ton avis les contradictions de classe qui sont en œuvre en Pologne ?**

Cela pose le problème, sur lequel je ne veux pas intervenir ici, étant donné sa difficulté, de la nature des pays socialistes. On peut au moins constater deux choses importantes : d'abord, l'existence d'une classe, ou d'une fraction de classe, ou d'un groupe social, de privilégiés, qui profite de leur situation dans l'appareil d'Etat. Même s'ils ne possèdent aucun moyen de production. Ils ont droit, ce sera ma deuxième constatation, à une part très grande de la plus-value qui est absorbée par l'Etat. Autrement dit, l'inégalité fondamentale aujourd'hui en Pologne, c'est que la plus-value étatisée qui est extorquée aux travailleurs n'est pas redistribuée de façon égale, loin s'en faut.

► **Comment expliques-tu le fait que les ouvriers polonais aient mis en avant, comme exigence-clé, la création de syndicats indépendants et le droit de grève ?**

Les moyens de production sont socialisés — les travailleurs polonais n'ont d'ailleurs pas du tout revendiqué leur privatisation — mais il y a une très grande inégalité dans la manière dont les avantages de cette société sont redistribués. D'autre part, le pouvoir n'est pas celui de la classe ouvrière,

c'est clair, puisque cette classe ouvrière non seulement ne se reconnaît plus dans ce pouvoir, mais veut des transformations structurelles.

► **Le «bilan globalement positif», a quand même été largement mis à mal par la lutte des travailleurs polonais. Quelles sont les premières réactions au sein du PCF ?**

Les communistes ont été très attentifs, et très soulagés par le fait que des négociations se soient déroulées sans répression. Il semble, au moins à Paris, que les réunions qui ont eu lieu dans la dernière période aient donné l'occasion à la base des militants d'exprimer leurs inquiétudes et leurs interrogations. Les problèmes qui y étaient posés étaient à trois niveaux : Information d'abord : beaucoup de communistes ont dit que l'information n'était pas du tout à la hauteur dans *L'Humanité*. Les questions politiques polonaises elles-mêmes ensuite, avec des interrogations sur les revendications ouvrières, et le fait qu'elles aient été avancées dans un pays socialiste. Le bilan globalement positif enfin : faut-il le maintenir ainsi ? La réponse du parti est en général très simple : il discute, il est contraint, devant l'ampleur et la répétition des situations difficiles, d'être très souple, d'argumenter, mais tout en restant ferme sur le bilan globalement positif, qui est un des piliers de la politique actuelle du PCF. Dans deux ou trois réunions d'arrondissement, il y avait un bon tiers d'opposants à la position du parti sur cette question, un tiers très ferme autour de la direction, et un tiers d'hésitants. C'est un élément de plus dans la crise du parti. Entre les événements d'Afghanistan, qui vont aller en empiétant pour l'URSS, et la brèche qui est ouverte en Pologne, il y a deux éléments de crise supplémentaires qui vont peser lourd, et que les communistes ne manqueront pas d'agiter, par exemple dans la préparation des présidentielles.

«Le groupe des «dirigeants» constitue en URSS une classe, une classe de la société soviétique que l'on dissimule. Dans la mesure où la place de cette classe dans le système de production est prépondérante, où elle dispose des moyens de production, où son rôle dans l'organisation sociale du travail est directeur, il s'agit de la classe dominante de la société soviétique, chose que l'on cache au monde».

C'est cette thèse, démarquée volontairement terme à terme d'une définition des classes sociales fournie par Lénine, que Michael Voslensky a entrepris de démontrer dans son livre, *La Nomenklatura*.

Mais de qui s'agit-il ? Selon un mensuel soviétique intitulé *L'édification du Parti*, «la nomenklatura constitue la liste des postes les plus importants (...) La Nomenklatura comprend des personnes occupant des postes clés». Définition «purement formelle», souligne Voslensky, qui s'attache à dévoiler l'objet contenu sous cet emballage. Il connaît d'assez près ce monde, en ayant fait partie (avant d'enseigner en Allemagne de l'Ouest et en Autriche) pour en décrire le mode de vie avec un grand luxe de précisions : salaire officiel dix fois plus élevé que celui de l'ouvrier moyen, trafic de devises, cantines et magasins réservés, abondamment pourvus en produits de luxe, alors que la masse du peuple manque souvent du nécessaire, corruption effrénée et vénalité des charges. Sans compter les «datchas» somptueuses, les vacances organisées dans des domaines luxueusement aménagés... L'auteur conclut cette partie de son ouvrage par une question pertinente : ce groupe social que ses conditions de vie mettent si loin au-dessus du commun des mortels, qui prend un soin tout particulier, dans la vie courante, de

# La classe dirigeante en URSS

A propos de l'ouvrage : *La Nomenklatura*

*La Nomenklatura* (Les privilégiés en URSS) - Ed. Belfond - 463p

s'entourer de multiples barrières lui évitant d'avoir à frayer si peu que ce soit avec ses concitoyens, qui affiche un mépris si ouvert pour sa classe d'origine, lorsqu'elle est populaire (ouvrière ou paysanne), comment peut-il se prétendre le représentant du peuple ? «N'est-ce pas en réalité la classe des nomenklaturistes, cette classe de fonctionnaires déclassés qui est devenue elle-même, du fait de sa nature profonde et de son mode de vie, une classe de solitaire ? Peut-on caractériser de manière plus pertinente une classe d'individus qui sont parvenus à vivre en étrangers dans le pays qu'ils gouvernent ?»

## Nomenklaturiste à vie

Ils sont environ — en comptant leurs familles — trois millions, soit 1,5 % de la population du pays, qui partagent à des degrés divers ce mode de vie. Ce sont eux-mêmes, par le biais du système des «recommandations», qui décident de qui fera partie de leurs rangs : les élections qui peuvent avoir lieu ensuite ne sont que pure mascarade. Une fois cooptés de cette manière, les voici nomenklaturistes à vie : «Cette immuabilité s'explique par le mode de recrutement : chaque nomenklaturiste fait partie de la nomenklatura d'un organe de direction précis du Parti. C'est cet organe et lui seul qui pourra le révoquer. Comme aucun membre du Parti n'a le droit d'être chômeur, l'organe de direction est dans l'obligation non pas de le révoquer, mais de le muter sur un autre poste. Ce nouveau poste ne pourra être qu'un poste de la nomenklatura car l'organe de direction ne nomme qu'à ce genre de poste... La chaîne «révocation, mutation, nouvelle installation» garantit à tout nomenklaturiste, même notoirement défaillant, une place dans la classe dirigeante : l'organe de direction en colère pourra bien l'expédier dans le désert, elle l'expédiera tout de même sur un poste de direction du désert.»

Voslenski ne l'ignore pas, «le caractère héréditaire des charges

n'est pas nécessairement l'attribut d'une classe» ; cependant, «toute classe dominante en consolation vise à transmettre ses privilèges à ses enfants». D'ores et déjà, «il serait bien difficile (...) d'enfants de familles de la nomenklatura qui se retrouvent ailleurs que sur un poste de la nomenklaturé ou mariés avec un nomenklaturiste». Pourvoient notamment à ce résultat toutes les «écoles spéciales», tous les «établissements réservés», que peuvent seuls fréquenter «les enfants de la nomenklatura qui se préparent à occuper des postes de responsabilité au sein de celle-ci».

## L'Etat, appareil de la classe dominante

Il ne faudrait pas imaginer que Voslenski se limite à une description sociologique de la nomenklatura : il cherche à fonder le terme de classe qu'il lui applique par sa situation dans les rapports de production. Ce qui le conduit à remettre en cause le dogme selon lequel «il ne peut y avoir de classe exploiteuse là où les moyens de production n'appartiennent pas à des propriétaires privés, mais à l'Etat». «D'un point de vue marxiste, l'administration de la propriété capitaliste peut-elle être prise en charge par l'Etat ? C'est bien sûr le cas dans de nombreux pays capitalistes où il existe un secteur étatisé important, mais, précisément, du point de vue marxiste, cela ne change rien au fait que les moyens de production appartiennent à la classe capitaliste. C'est que du point de vue marxiste, l'Etat n'est pas au-dessus des classes. L'Etat est un appareil de la classe dominante. Elle peut administrer ses biens par le biais de cet appareil, cela ne change rien au caractère de classe de sa propriété.»

De même qu'il y a propriété de classe, il y a en URSS exploitation de l'homme par l'homme. «Les nomenklaturistes ne peuvent cacher que chacun reçoit personnellement sa part de la plus-value produite, car le détournement collectif est évidemment suivi de l'appropriation individuelle.» De là viennent donc tous les privilèges que s'accordent ces dirigeants. Comment la nomenklatura, propriétaire — par le biais de l'Etat — des moyens de production, parvient-elle à transférer dans ses coffres le surproduit du travail des membres de la société soviétique ? Notamment par le biais de l'impôt indirect. Baptisé «impôt sur le chiffre d'affaire», il est en définitive payé par les consommateurs — c'est-à-dire, pour l'essentiel, par les larges masses populaires. Il frappe particulièrement de nombreux produits de première nécessité : 50 % pour la farine, 55 % pour le sucre, 70 % pour les chaussures en cuir, entre 33 et 66 % pour les bicyclettes, stylos, textiles, allumettes, etc...

## La loi économique fondamentale du socialisme réel

Cependant, la totalité de la

plus-value ainsi encaissée est loin d'être utilisée pour les besoins individuels de la classe dominante. A côté d'eux, il existe «un besoin collectif de la nomenklatura en tant que classe». A la différence de ce qui se produit en système capitaliste, Voslenski estime qu'il ne s'agit pas du profit maximum. Avec précaution, il définit donc ce qui pourrait être «la loi économique fondamentale du socialisme réel», qui «oblige la nomenklatura, classe dominante, à garantir par des mesures économiques la sécurité et l'extension maximale de son propre pouvoir». Cette particularité tiendrait à l'histoire de la formation de cette classe dominante : «Elle va de la prise du pouvoir d'Etat à la prise du pouvoir dans le domaine économique. La nomenklatura incarne d'abord la direction politique de la société. Ce n'est que par voie de conséquence qu'elle exerce le pouvoir dans le domaine économique».

Renforcement permanent de l'armée, des appareils policiers, des appareils de propagande, en vue de maintenir à l'intérieur le pouvoir de la classe dirigeante, en vue de l'étendre sans cesse à de nouveaux pays à l'extérieur, telle serait la logique fondamentale de cette nouvelle classe d'exploiteurs. De là, selon Voslenski, la priorité toujours accordée à l'industrie lourde, l'incapacité manifestée par le régime à développer les secteurs destinés à la consommation, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie. De là, également, le maintien de vie strictement minimum, si ce n'est pas inférieur. Voslenski consacre à cet aspect de la réalité soviétique plusieurs chapitres de son ouvrage. Il y dénonce l'allongement du temps de travail, le travail à la tâche. Il fait justice de mythes tel que celui du logement à bon marché, dans un pays qui réserve à la grande masse de la population un maximum de neuf mètres carrés par personne. Il y dénonce notamment le travail forcé : «Il y a travail forcé lorsque : 1) on est forcé de travailler ; 2) les conditions de travail et de salaire sont exclusivement déterminées par ceux qui exercent la contrainte ; 3) on utilise la contrainte physique pour empêcher les travailleurs de quitter leur emploi ou de renoncer au travail».

## Octobre 17

Les connaissances directes que l'auteur a de la société soviétique et de ses sphères dirigeantes, le soin qu'il met à tenter de cerner sur la base de critères marxistes l'existence de classe de la nomenklatura, font de son livre un apport précieux à la compréhension du système qu'il dénonce. Toutefois, on pourra regretter qu'il ne se soit pas suffisamment attaché, dans son raisonnement, à établir solidement la réalité de la domination d'une classe sur l'appareil d'Etat. Cela tient probablement à ce qu'il estime pouvoir le démontrer par ses origines mêmes : selon lui, la Révolution d'Octobre 1917, loin d'instaurer la dictature du prolétariat, n'au-

rait d'emblée été que la confiscation du pouvoir par une poignée d'intellectuels déclassés constituant le noyau révolutionnaire professionnel du parti bolchévique. Staline n'aurait fait ensuite que substituer à cette couche une couche nouvelle constituée de carriéristes, qui auraient enfin consolidé leur pouvoir après sa mort. Cela le conduit notamment à une critique souvent superficielle du léninisme, dont on peut trouver un exemple dans le compte-rendu qu'il fait de la conception qu'avait Lénine de la nature de classe de la révolution en Russie : «Comment pouvait-on réussir à accoucher la Russie d'une révolution prolétarienne alors qu'elle était porteuse d'une révolution anti-féodale ? Donner un fondement idéologique à cette opération n'était pas simple. Lénine formula deux thèses. (...) Dans la première thèse, il s'agissait de démontrer que contrairement aux expériences du passé, la bourgeoisie serait une force contre-révolutionnaire. Pour quelle raison ? Parce qu'elle aurait eu peur du prolétariat et des développements futurs de la révolution... S'il en avait été ainsi, la bourgeoisie russe aurait fait montre d'une singulière perspicacité. Elle aurait envisagé d'elle-même une hypothèse que Lénine ne formula qu'en 1917. Cette deuxième hypothèse, encore une fois en contradiction avec l'expérience étrangère passée, était que la révolution bourgeoise ne mènerait pas au capitalisme mais directement à la révolution socialiste. L'explication de ces deux paradoxes est floue, mais catégorique : l'époque impérialiste était atteinte et, à l'époque impérialiste, c'était ainsi que les choses devaient se passer.»

Effectivement, la théorie de l'impérialisme est à la base de ces deux thèses léninistes. Encore aurait-il fallu — et c'est ce que Voslenski ne fait pas — l'analyser elle-même au lieu de la caractériser rapidement comme «floue» et de s'en tenir à relever les paradoxes formels auxquels elle pouvait aboutir.

## Livre anticommuniste ?

Signalons enfin un dernier intérêt du livre de Voslenski : son analyse de la politique mondiale de la classe dirigeante soviétique, des ses ambitions hégémoniques et du danger de guerre qu'elle fait courir au monde, ainsi que des rapports qu'entretiennent avec elle les PC qui lui sont liés.

Livre anti-communiste ? Non, répond lui-même l'auteur, qui ne se fait guère d'illusion sur la loi du profit maximum à la base des sociétés capitalistes classiques : «J'estime que c'est une belle idée que celle d'une société communiste sans classes qui serait une libre association de producteurs de biens matériels et spirituels délivrés de toute exploitation. Mais les nomenklaturistes (...) n'ont de commun avec elle que la terminologie des professions de foi mensongères qui viennent ponctuer l'édification assidue de leur hégémonie».

Jean LERMET

ABONNEZ-VOUS  
A  
POUR LE SOCIALISME



6 MOIS : 100 F  
1 AN : 200 F

Une délégation du Comité Zimbabwe vient d'effectuer une visite de trois semaines au Zimbabwe. Elle a rencontré plusieurs dirigeants du gouvernement et de la ZANU. Elle a également séjourné dans le pays où elle a pu s'entretenir avec des militants et des responsables de l'armée de libération. Jean-Pierre CHAMPAGNY, qui faisait partie de cette délégation, commence aujourd'hui la publication d'un carnet de voyage dont on pourra lire la suite dans notre prochain numéro

## CARNET DE VOYAGE AU ZIMBABWE INDEPENDANT

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

### De Salisbury à Fort Victoria

«Alors, vous avez vu notre pays ? Vous comprenez maintenant pourquoi nous avons dû le libérer par les armes et non pas demander poliment aux colons de nous le rendre». C'est ainsi que nous accueille le ministre Eddison Zvobgo. En effet, la connaissance concrète que nous avons pu avoir du Zimbabwe nous a permis de comprendre l'enjeu que représentait ce pays pour les 250 000 colons qui depuis 1965 ont voulu s'accrocher à leurs privilèges.

En parcourant le pays, on se rend compte de ses ressources : un des climats les plus agréables d'Afrique, un potentiel agricole très riche, de nombreuses mines d'or, de cuivre, de charbon. De plus, l'isolement économique provoqué par les sanctions économiques contre la Rhodésie a entraîné la mise sur pied d'une infrastructure industrielle relativement importante. Ainsi, le gouvernement du Zimbabwe indépendant dispose-t-il d'atouts non négligeables. Il peut envisager à moyen terme, de construire une économie autosuffisante et de rompre les liens de dépendance du pays avec l'Afrique du Sud. Mais dans l'immédiat, il doit faire face à toute une série de tâches urgentes et difficiles, reconstruire un pays ravagé par la guerre, réinstaller des centaines de milliers de réfugiés, démanteler un système social raciste sans toutefois provoquer le départ des blancs, et surtout satisfaire au plus vite les revendications du peuple qui attend du premier gouvernement du Zimbabwe indépendant des changements décisifs.

#### Du centre de Salisbury...

Quand on découvre la capitale Salisbury, du moins le centre ville, on n'est guère dépaysé. Mis à part les palmiers, le nombre inhabituel d'églises et de banques, on pourrait se croire dans une ville européenne : on y trouve même une zone piétonnière. Toutefois l'aspect désuet des marchandises ou des vêtements dans les vitrines rappelle encore l'isolement dont la Rhodésie a été l'objet à cause des sanctions économiques.

Dans ce centre ville, les inégalités ne sont pas criantes à première vue. Dans les magasins et les bureaux, à la poste, on trouve beaucoup d'Africains occupant les mêmes fonctions que des blancs. Toutefois, on trouve encore presque exclusivement des blancs quand on monte dans la hiérarchie d'une entreprise ; même si depuis l'indépendance, pour se faire bien voir, les patrons donnent des responsabilités à des employés africains dont la promotion était bloquée depuis des années. Même le concours de beauté de Miss Zimbabwe est devenu multiracial...

Dans les restaurants et les hôtels, la discrimination semble avoir disparu. Elle n'a d'ailleurs jamais été légalisée comme en Afrique du Sud. Il y a quelques mois, elle était imposée aux Africains par des pancartes du genre «Droit d'entrée réservée» ou «tenue élégante de rigueur». Cependant, certaines salles de restaurant au premier étage, certaines arrières salles de cafés

restent de fait réservées aux blancs. Au mois de juillet, le général Nhongo, dirigeant de l'armée de libération s'est vu interdire l'entrée d'un restaurant de Salisbury, sous prétexte qu'il n'avait pas de cravate ! La coexistence apparente qui frappe à première vue le touriste dans la capitale n'est que superficielle. Une amie française, mariée à un Zimbabween nous raconte

qu'elle est mise en quarantaine par ses voisins et qu'il lui arrive d'être insultée par des jeunes blancs.

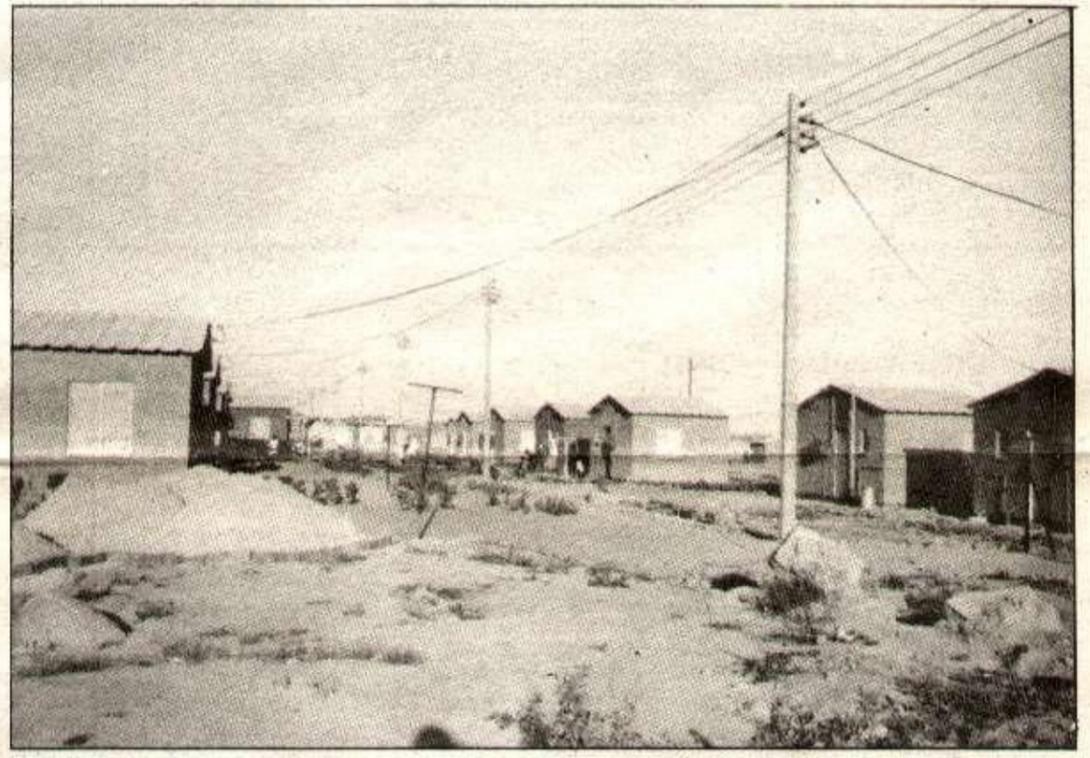
#### ... A l'ambiance d'une ville africaine

Si l'on s'éloigne un peu du centre ville, on trouve les quartiers résidentiels : de très larges avenues, bordées de haies avec de grandes villas entourées de vastes jardins et le plus souvent d'une piscine. C'étaient les quartiers blancs ; mais avec l'africanisation des cadres qui a commencé depuis deux ans déjà sous le régime de Muzorewa, et

qui ne fait que s'accélérer depuis l'indépendance, il n'est pas rare qu'un fonctionnaire africain loue une telle villa (100 dollars pour un salaire qui peut atteindre 400 dollars). De temps en temps, on aperçoit la pelouse verte, soigneusement arrosée en saison sèche, d'un terrain de golf. Quelques blancs jouent, suivis de boys noirs portant les caddies : image d'Epinal du paradis perdu des colons...

Si l'on quitte le centre ville par Kingsway, en direction de la gare routière, on se trouve très vite

SUITE PAGE 14



## Portraits de Rhodésiens

Un diplomate européen en poste à Salisbury nous avait prévenus : «Vous verrez que tous les blancs ici, sont sur le même modèle, ils ont tous le même raisonnement raciste ; c'est une communauté qui a une capacité d'intégration extraordinaire, et on ne peut pas discuter avec eux car ils finissent toujours par dire : on voit bien que vous venez d'arriver, vous ne connaissez pas encore les Africains».

Dans l'ensemble, les Rhodésiens répondent assez bien à cette définition. Physiquement, le Rhodésien se reconnaît bien par une sorte d'uniforme dont le port n'est pas justifié par le climat — parfois un peu froid de l'hiver austral ; il s'agit de la «safari-suit» : chemise et short de couleurs claires et chaussettes longues. Mais sous cette enveloppe de vieux colonial britannique, on trouve souvent des Afrikaans, ou bien des immigrés récents, grecs, italiens, français... Comme la Rhodésie les avait adoptés immédiatement en leur donnant une bonne situation même sans diplômes, ils ont totalement adopté le mode de vie et les idées des Rhodésiens dont ils partagent les privilèges.

#### Vous avez soutenu la ZANU... Quelle idée !

Nous avions plutôt un préjugé favorable à l'égard des jeunes rhodésiens, espérant qu'ils seraient plus ouverts. En fait, la plupart d'entre eux, sortant de plusieurs années de service militaire, restent des heures aux terrasses des bistrotts à noyer leur désœuvrement ou à évoquer interminablement leurs souvenirs de guerre. Leur attitude très provocante n'est pas celle de soldats vaincus ; même s'ils approuvent de la trentaine, ils ont l'air d'adolescents attardés : comme ils n'ont jamais connu autre chose que la vie des colons, ils ne sont pas capables de se rendre compte que, depuis l'indépendance les choses ont changé. L'un d'eux nous déclare : «La seule solution, c'est d'essayer de continuer à vivre comme avant, en fermant les yeux pour ne pas voir ce qui est en train de se passer ; et puis, quand ce sera insupportable, quand ils voudront nous prendre nos femmes et nos maisons, nous serons obligés de partir».

Certains arborent des tee-shirts avec d'un côté «Rhodesian Legion» et de l'autre «Jeux guerriers d'Afrique Australe 1965-1970, 2<sup>e</sup> place»... Humour très douteux.

On nous avait recommandé de discuter avec monsieur V., fermier et chef d'entreprise d'origine française. Au téléphone, il nous répond, d'une voix à l'accent très méridional : «Ah, vous êtes français et vous avez soutenu la ZANU... Quelle idée ! Enfin, venez passer la journée».

#### «Un père pour ses ouvriers»

Pendant des heures, il va nous raconter ses six années de Rhodésie. Sa ferme reste bien gardée avec la «security fence» (clôture de barbelés de deux mètres de haut) et trois chiens. En nous parlant, il scrute de temps en temps, par habitude, la colline verdoyante où passait la guérilla l'année dernière ; mitrailleuse et fusil-mitrailleur restent à portée de sa main. Cinquante ans, une silhouette de Français moyen, Monsieur V. n'est pas

SUITE PAGE 14

Salisbury : le centre-ville

PHOTOS JEAN - PAUL GIRARD



La semaine prochaine : «Nous étions toujours avec la ZANU» Entretien avec des jeunes de la mission Saint-Augustin de Penhalonga.

## De Salisbury à Fort Victoria

plongé dans l'ambiance d'une ville africaine. Les vitrines des supermarchés offrent des robes aux couleurs éclatantes et des foulards à l'effigie de Robert Mugabe. On trouve beaucoup de petits magasins de réparations de montres et d'appareils électro-ménagers. Des paysannes vendent des oranges ou des bananes sur le trottoir. A deux rues des quartiers chics, le vernis européen de Salisbury craque déjà.

Plus loin encore, ce sont les quartiers africains de Highfield et de Harare. La tristesse et la monotonie de ces agglomérations contraste avec la prospérité du centre : à perte de vue des alignements de petites maisons sans étage avec des toits de tôle ondulée et de petits jardins. Ça et là, un centre commercial avec une dizaine de boutiques et un beer-hall. C'est là que vivent les ouvriers et les employés africains. Pendant la guerre, les conditions de vie y ont été rendues difficiles par l'afflux des réfugiés venus de la campagne s'entasser dans ces maisons.

### «Les grains échappés au moulin»

A quelques kilomètres au Sud de la capitale, on peut voir les stigmates de la guerre. Plusieurs milliers de réfugiés de l'intérieur,

fuyant les zones de combats et les représailles de l'armée rhodésienne qui détruisait les villages, se sont regroupés dans un immense bidonville. Huttes en torchis, abris bricolés avec deux ou trois sacs en plastiques, poussière, crasse, c'est une misère effrayante qui règne. C'est Chirambaouyo : «*Les grains échappés au moulin*» en langue shona. De quoi vivent ces familles ? Sans doute de l'aide de leurs parents ou cousins en ville, de la vente de quelques légumes ou d'objets en vannerie qu'ils vont proposer aux passants au centre ville. Nous voyons un homme qui répare à coups de marteau des casseroles et des marmites cabossées. Il doit gagner à peine 5 dollars par semaine : chacun se débrouille. Le Haut Commissariat aux Réfugiés distribue encore quelques journées de vivre, mais cela ne suffit pas. Dans deux mois va arriver la saison des pluies et le bidonville va être un océan de boue...

Le gouvernement se donne pour but de supprimer ce bidonville avant la fin de l'année. Les gens que nous interrogeons sont souvent originaires des provinces Nord-Est où les combats ont été particulièrement violents. Ils affirment qu'ils veulent rentrer chez eux. Si tout se passe bien, le programme de réinstallation des réfugiés doit leur fournir des semences pour que leur prochaine récolte les nourrisse. Mais

il faudra qu'au village, ils reconstruisent eux-mêmes leurs maisons. Et le problème n'est pas simple : certains préfèrent rester dans cette misère à quelques kilomètres de la capitale dans l'espoir d'y trouver du travail. Le gouvernement aura sans doute du mal à enrayer l'exode rural provoqué par le manque de terres dans les zones africaines et accentué par l'afflux de réfugiés. Il ne pourra le faire uniquement par des mesures administratives. Il est nécessaire qu'il donne aux chômeurs d'autres perspectives que celle de revenir dans les terres africaines surpeuplées. C'est ce qu'il commence à faire en essayant de développer une agriculture collective dans les 625 fermes qui ont déjà été rachetées à des fermiers blancs. C'est ainsi que le Zimbabwe peut parvenir rapidement à l'autosuffisance alimentaire et qu'on peut envisager de résorber le chômage.

### Le problème de la terre

Car, dès qu'on sort des villes, le problème de la terre apparaît bien comme le principal problème du pays. On comprend tout de suite comment les blancs ont effectué la répartition des terres. Quand on traverse les terres blanches, on voit pendant des kilomètres et des kilomètres des prairies entourées de barbelées où de rares troupeaux paissent une herbe haute, ou des plantations de coton, de tabac



Dans le bidonville de Chirambaouyo

cultivées avec des techniques les plus modernes : mais très souvent ces terres blanches restent inexploitées. Dès qu'on passe dans les réserves africaines (tribal trust land), le paysage change du tout au tout : une herbe courte pousse sur un sol à l'évidence moins fertile ; on voit des collines pelées par l'érosion çà et là de petits villages avec des troupeaux de vaches maigres. C'est le résultat du partage fait par les colons : la moitié des terres, les plus riches et celles qui sont proches des voies de communication réservées aux 200 000 blancs, le reste pour 7 millions d'Africains.

Comme nous traversons en voiture, une zone de terres blanches non exploitées dans la région de Fort Victoria, le responsable de la ZANU qui nous accompagne nous dit : «*Vous avez vu tout à l'heure à quel point il y avait surpâturage dans la zone montagneuse réservée aux Africains. Tandis qu'ici, ils gaspillent une terre fertile. Nous ne voulons pas exproprier les blancs. Si un fermier cultive ses terres, très bien ! Mais il faut que nos paysans puissent récupérer tout ce qu'ils n'utilisent pas. Tant que ça ne sera pas fait, notre libération ne sera pas achevée !*»

## Portraits de Rhodésiens

venu dans ce pays pour mener une croisade d'extrême-droite. Non, il est simplement venu pour réussir, parce qu'en France, son avenir est bouché, parce qu'il ne voulait pas rester contremaître. Il est vrai qu'en six ans, il a fait son chemin : patron d'une entreprise moyenne qui dépend de l'Anglo-American, il a déjà pu économiser de quoi s'acheter une ferme de plusieurs centaines d'hectares. «*Bien sûr, vous allez encore dire que je suis raciste !*» Monsieur V. ne manque pas d'arguments ni d'anecdotes pour «*prouver*» l'infériorité des Africains. «*Je les connais bien, je travaille avec eux toute la journée*». Pour lui, l'inégalité criante entre les agriculteurs africain et l'agriculture des fermiers blancs ne peut s'expliquer que par la « *paresse congénitale de l'Africain* ». Il ne lui viendrait pas à l'idée que cette inégalité s'explique par la répartition des terres et par la confiscation de la technologie.

Son racisme n'a d'égal que sa bonne conscience. Quand on parle de la grille de salaires minimum que le gouvernement vient d'instaurer, il commence par se plaindre des difficultés d'application de cette grille qui crée un mauvais climat social. Mais en fin de compte, il reconnaît volontiers que ces hausses étaient justifiées et supportable pour les entreprises. «*Il y avait des salaires de misère, mais quand on fait du profit et qu'on peut payer des gens 20 dollars au lieu de 40, pourquoi voulez-vous qu'on les augmente tant qu'aucune loi ne nous y oblige* ». Dans le contexte rhodésien, c'est un bon patron : «*Avec de tels salaires, ils ne peuvent pas se payer le médecin, alors quand ils en ont besoin, je leur donne deux dollars* ». Il est prêt, de jour comme de nuit à emmener un malade ou une femme enceinte à l'hôpital : «*Il n'y a pas si longtemps, la femme d'un ouvrier a accouché de deux jumelles dans ma voiture* ». En somme Mon-

sieur V. est probablement sincère : à sa manière, il aime les Africains comme il aime les chiens et les vaches — pas au point toutefois de les considérer comme des êtres humains.

### Monsieur V. voudrait bien rester

Jusqu'en janvier dernier, Monsieur V. était réserviste de la police, une semaine sur cinq, c'est-à-dire qu'il était directement impliqué dans la guerre. La région de Penhalonga, à quelques kilomètres de la frontière mozambicaine était un point de passage des combattants dans l'intérieur du pays. Ils évitaient le contact avec les forces rhodésienne qui tentaient de les arrêter. Les réservistes formaient des petits groupes de contre-guérilla qui tendaient des embuscades aux guérilleros, restant en contact radio avec l'aviation qui intervenait dès qu'il y avait un accrochage. «*C'était vraiment terrible* » dit Monsieur V. «*La moitié des réservistes européens de mon groupe ont été tués* ». Mais il ajoute : «*Pourtant, il m'arrive de regretter cette période !* »

Monsieur V. est persuadé que la ZANU a gagné les élections par la contrainte et l'intimidation : selon lui, les Africains ont été forcés manu militari à assister aux meetings de la ZANU et à voter pour elle ; c'est d'ailleurs certainement ce que lui a dit son personnel qui ne pouvait avouer qu'il soutenait la guérilla. Aujourd'hui, le patron est assisté de deux commissaires politiques de la ZANU : «*C'est le parti qui les a imposés ; avant, il y avait des délégués du personnel, c'était démocratique* ».

Malgré tout, il s'affirme loyal à l'égard du gouvernement qui demande aux blancs de ne pas partir ; pour lui, Mugabe et le ministre des Finances Nkala sont de véritables hommes d'Etat ; toutefois sa confiance ne s'étend



«Toutes les armes à feu doivent être déposées à la réception» : plaque posée à l'entrée d'un hôtel. Il y a un an, c'était la guerre et la plupart des blancs portaient des armes sur eux.

pas au Comité Central de la ZANU...

Monsieur V. voudrait bien rester. S'il part, il risque de tout perdre. Bien sûr, l'Afrique du Sud lui a fait des propositions alléchantes, mais il aime bien le pays... «*Tout à fait d'accord pour une société multi-raciale, mais qu'on me respecte ! Si un noir me manque de respect... une balle dans la tête !...*»

### La guerre... salissait les meubles

Il y a des Européens qui ont traversé la guerre sans rien voir. Ainsi, M. et Mme Young à Bikita, dans la province de Fort Victoria. M. Young, Rhodésien depuis 42 ans, cumulait un poste de fonctionnaire, avec une retraite de la police ; comme on le remplace par un Africain, il part en Afrique du Sud où il a retrouvé du travail. Les Young nous servent dans un intérieur très anglais, un excellent thé, mais sans soucoupes : elles sont déjà emballées dans les caisses.

Trop âgé, M. Young n'a pas été remobilisé ; ils ont voulu ignorer la guerre. Madame Young trouve tout de même qu'il y a des choses qui ont changé : «*Tous ces convois de camions*

*militaires, ça faisait une poussière ; une demi-heure après avoir fait le ménage, on était obligé d'essuyer les meubles à nouveau* ». Elle se plaint également de l'afflux des réfugiés dans le village : ils ont dégradé l'environnement. Ils sont tout de même prudents : pendant les élections de 1979, puis pendant celles de 1980, ils ont pris de grandes vacances en Angleterre, attendant de voir comment les choses allaient tourner. Ils sont très aimables avec l'ami zimbabwéen qui nous accompagne : «*Cela fait plaisir de discuter avec des gens comme vous, qui ont passé des années en Europe* », ce qui en dit long sur leur jugement à l'égard des Africains en général. Pour se distraire, Madame Young fait des tableaux : elle peint des paysages, des éléphants, des antilopes, des têtes de paysans africains et ses chiens. Elle a eu le premier prix de peinture dans la catégorie portrait à la foire de Bulawayo l'année dernière...

### «Le système de l'apartheid est absurde»

Nous avons tout de même rencontré un Européen qui sem-

ble comprendre les changements qui se produisent au Zimbabwe. Dan est un employé de banque d'origine sud-africaine. Il se dit soulagé par la fin de la guerre : «*L'année dernière, je passais la moitié de mon temps à la guerre, je n'en pouvais plus, je n'étais pas un bon soldat : je suis employé de banque et père de famille. Maintenant, il faut tirer un trait que le passé et repartir à zéro ; j'ai confiance en Mugabe* ». Dan dit ne pas avoir de préjugés raciaux : «*Ma banque vient d'embaucher beaucoup d'Africains, et ils travaillent très bien, d'autant plus qu'il y a beaucoup de concurrence entre eux* ».

Professionnellement, il se félicite de l'indépendance : les affaires reprennent et, avec les augmentations de salaires, beaucoup d'Africains ouvrent des comptes dans son agence. Comme nous discutons avec lui à la terrasse d'un café, un de nos amis zimbabwéens nous rejoint. Dan lui sert la main ostensiblement et lui offre un verre, puis lui demande : «*Vous pensez vraiment qu'il y a un avenir pour les blancs dans ce pays ?* » Car il ne veut pas revenir en Afrique du Sud : «*Le système de l'apartheid est absurde, il y aura une explosion dans quelques années et ce sera pire qu'ici* ». Il n'oublie pas de vanter à notre ami les mérites de sa banque... Tout de même, le libéralisme de Dan a des limites : «*Je ne voudrais pas que ma fille épouse un Africain ! Qu'est ce que ça donnerait ? Des métis !* »

Ces quelques impressions peuvent donner une idée de l'attitude arrogante et provocante des blancs au Zimbabwe. Cette attitude rend difficile la politique de réconciliation mise en œuvre par le gouvernement, elle explique largement les incidents qui ont pu se produire, notamment entre fermiers et guérilleros près des points de rassemblement. En fait, compte tenu de la mentalité des colons, la situation du pays nous a semblé aussi calme que possible, grâce à la patience dont font preuve les Africains.

# Andalousie: quand les affamés font la grève de la faim

Par Frédéric FERRER

Quelques récoltes de grands propriétaires incendiées par des ouvriers en colère, tel fut le premier acte de cet été andalou. Geste désespéré qui donne la mesure de la misère qui sévit derrière le décor bétonné de la Costa del Sol, à deux pas de Puerto-Banus rendez-vous espagnol de la «jet-society». Mais simple prélude aux manifestations de masse qui, quelques semaines plus tard, devaient soulever plusieurs dizaines de villages à la suite d'une petite ville de la province de Séville.

Marinaleda compte 2 500 habitants, dont plusieurs centaines d'ouvriers agricoles saisonniers (jornaleros). Comme chaque année au mois d'août, se font attendre les fonds de «l'emploi communautaire», cette aumône accordée par le pouvoir et qui, depuis des dizaines d'années permet aux chômeurs espagnols de survivre en échange d'un travail d'occasion : entretien des routes ou des bâtiments municipaux... On ne sait même pas si la subvention sera attribuée, ni quel sera son montant.

## Un village qui a faim, comme des centaines d'autres

Pas un sou à la mairie depuis juillet où l'on a reçu pour six jours de travail. Le 14 août, 700 habitants dont 300 ouvriers agricoles se mettent en grève de la faim avec leur maire, Juan Manuel Sanchez Gordillo, 28 ans membre du SOC, le combatif syndicat unitaire des ouvriers agricoles. Une action décidée, sérieuse, massive. Les femmes sont les plus déterminées, les dettes chez l'épicier s'accumulent. Depuis le début de l'année, l'une d'entre elles, qui élève huit enfants, n'a reçu que 50 000 pesetas. «Par dessus le marché, dit-elle, on n'a même plus la ressource de glaner. Cette semaine, la garde civile a emmené neuf hommes parce qu'ils cou-



1980 ; Espagne : 1 500 000 chômeurs ; Andalousie : 450 000

paient quelques plants de tournesol».

Très vite, l'affaire est relayée par la presse et prend des dimensions importantes. Les responsables politiques sont inquiets. Le conseiller de l'Intérieur de la Junte d'Andalousie (1) se rend sur place, s'entretient avec le maire, lui demande d'arrêter le mouvement et de lui faire confiance pour négocier avec le gouvernement, sans succès. Le président de la Junte, socialiste, trouve que c'est exagéré d'attirer l'attention sur la seule Marinaleda : «Il y a des centaines de villages comme ça», s'exclame-t-il, oui, des centaines et c'est ce qui fait peur.

## Grands d'Espagne, capitalistes agraires et jornaleros

Sur 7 millions d'Andalous res-

tés au pays, 450 000 sont au chômage, 500 000 sont «jornaleros» et 100 000 d'entre eux sont sans travail cet été. Le chômage est endémique au pays de García Lorca, mais avec la crise, il n'a cessé de croître. Ce qui est en cause, c'est au premier chef, la répartition de la propriété agraire : 2 % des propriétaires détiennent 50% des terres andalouses. D'une part, ces «latifundiaires» n'exploitent pas toujours toutes leurs terres (le parti communiste Andalou vient de dénoncer la situation de 16 exploitations couvrant 7 000 hectares et qui n'emploient que 39 ouvriers fixes : 2 d'entre elles n'ont pas été cultivées depuis huit et dix ans), d'autre part, ils pratiquent souvent une monoculture hautement rentable (blé, tournesol), qui ne demande de main-d'œuvre que deux mois sur douze.

Le temps des grands d'Espagne n'a pas vraiment pris fin. Mais à ces caractéristiques centenaires de la campagne andalouse s'ajoutent des facteurs plus récents : la mécanisation (qui s'étend au fur et à mesure que les seigneurs de la terre se transforment en capitalistes agraires) réduit considérablement les besoins de main-d'œuvre. L'émigration qui a permis au franquisme d'éviter le problème pendant des années (2 500 000 Andalous se sont exilés à l'étranger ou dans le reste de l'Espagne entre 1960 et 1973), l'émigration a cessé avec l'apparition d'un chômage massif dans les villes du Nord.

Depuis la mort de Franco, ce problème a été posé dans toute son ampleur par de vastes luttes, comme celle des chantiers navals de Cadix ou les grandes manifestations autonomistes. Les responsables socialistes de la Junte d'Andalousie se savent portés par ce mouvement de fond, mais à l'évidence, les gens de Marinaleda ne se reconnaissent pas dans leur technocratie de bon aloi, ils font confiance à leurs luttes.

## Vive l'Andalousie !

Dans toute la province, et au-delà, le mouvement s'étend donc. Ici, on coupe la circulation : longues files de touristes qui ont à connaître de l'Andalousie réelle. Là, on occupe les mairies, on fait la grève de la faim.

La police intervient, arrête : pour libérer deux élus, 800 habitants de Cabezas de San Juan occupent l'église pendant toute une nuit. Trois maires s'enferment avec cent jornaleros dans les bâtiments du Conseil Général de Séville. A Marinaleda, par des chaleurs de 41° à l'ombre, le mouvement continuera treize jours. Le 27 août, ce sera la grève générale dans la Sierra Sud de la province de Séville.

A la tête du mouvement : les syndicalistes du SOC, comme le maire-insulteur de Marinaleda, Sanchez Gordillo, les autres élus d'extrême-gauche qui ont pénétré plusieurs mairies aux dernières élections municipales, ceux de la «Candidature Unitaire des Travailleurs», animée par le Parti des Travailleurs d'Andalousie (marxiste-léniniste). Partout flotte le drapeau vert et blanc de l'Andalousie.

La réponse du gouvernement central (2), c'est le mépris. Pour négocier, Sanchez Gordillo devra, en pleine grève de la faim, faire le voyage de Madrid. Pour parler au ministre du Travail, il devra, accompagné d'un député local (PCA) (3), le chercher jusqu'en sa villégiature de Salamanca. Au même moment, le gouverneur civil de Séville (prefet) qualifiera le mouvement de «montage orchestré par un syndicat et la presse».

Finalement l'argent sera débloqué, on promettra au président de la Junte andalouse, une augmentation du fonds pour l'emploi communautaire. Après 13

jours, la grève de la faim a cessé à Marinaleda, bien que la situation reste tendue dans toute l'Andalousie.

## Après la cueillette, des solutions ?

Mais ce n'est pas fini, demain la cueillette des olives, et du coton vont procurer quelque travail, mais après ? «Pas d'expédients, des solutions !» réclame-t-on dans les manifestations.

Des solutions ? La Junte d'Andalousie en propose : le plan d'Urgence pour l'Andalousie (PUA) a été achevé dans la fièvre aux premiers jours de septembre par les trois composantes de la Junte (PSOE, PSA, UCD) (3). Il prévoit 1 200 milliards de pesetas d'investissement et la création de 300 000 emplois en trois ans. En s'appuyant sur l'agriculture — car la terre où l'on souffre le plus de la faim est aussi l'une des plus riches d'Espagne — on espère réaliser un commencement de décollage économique.

Certes, il ne s'agit pas d'une «rustine», comme on qualifie l'emploi communautaire, mais le plan n'en suscite pas moins le scepticisme des responsables du SOC et même des commissions ouvrières. Oeuvre de la gauche, sera-t-il adopté par le gouvernement ? Qu'est ce qui garantira son application en l'absence d'une véritable autonomie andalouse ? Malgré son ampleur, est-il à la mesure du problème posé ? Et puis, il ne prévoit aucun encadrement de la mécanisation comme le réclame le SOC.

Comme chacun, les promoteurs du Plan d'Urgence ont en mémoire les révoltes des années trente, lorsque les jornaleros collectivisaient les terres et proclamaient «le communisme libertaire», la répression de Casas Viejas où la police fusillait 21 paysans...

Ils comptent bien sur la mise en œuvre de leur projet pour obtenir, outre le développement économique, la paix sociale, mais telle n'est pas la voie affirmée par des milliers d'ouvriers andalous : en l'absence de solutions rapides, on a menacé d'occuper les terres. Le PTA appelait pour le 18 septembre à une marche sur Madrid, les commissions ouvrières appelaient la province de Cordoue à une grève générale le 15. Cet été, le mot d'ordre des paysans sans terre c'était : «Réforme agraire», un mot repris dans le plan d'urgence mais dont le contenu reste largement à préciser.

(1) Junte d'Andalousie : Organisation composée d'élus, chargé de négocier avec Madrid le futur statut d'autonomie de la région.

(2) le gouvernement Central d'A. Suarez est tenu par l'UCD (droite)

(3) : PSOE : Parti Socialiste Ouvrier Espagnol

PSA : Parti Socialiste Andalou (nationaliste)

UCD : Union du Centre Démocratique (gouvernemental).

PCA : Parti Communiste Andalou, organisation du PCE.

Déjà en 1978, lutte des «jornaleros» contre le chômage



Dans un précédent article, nous avons rappelé, en évoquant certains développements récents, la gravité de la situation internationale, les dangers qu'elle comporte. Lutter pour la paix est donc une tâche urgente. Lutter pour la paix dans notre pays : oui, mais comment ? La définition de la cible principale de cette lutte : les deux superpuissances, est fondamentale.

Encore faut-il cerner les circonstances concrètes dans lesquelles cette lutte peut se développer, les contours qu'elle peut prendre, qui elle peut et doit concerner.

Ces questions sont particulièrement importantes dès lors qu'il s'agit de peser sur le cours des choses, et non simplement d'exprimer une position, une analyse. Lutter pour la paix, cela signifie pour nous, agir pour transformer la situation en France vis-à-vis des menaces de guerre, agir pour que prenne corps une force qui pèse sur la politique de notre pays vis-à-vis de ces menaces, une force qui fasse front aux pressions exercées par les superpuissances, et qui contribue à limiter leur marge de manœuvre, et leurs préparatifs de guerre, à l'échelle mondiale.

## Le thème de la guerre dans le champ politique français

Avec l'arrivée massive des troupes soviétiques à Kaboul, en décembre dernier, avec d'autres événements aussi, tels que la décision de l'OTAN d'installer les fusées Pershing en Europe — qui mettait en valeur l'installation déjà bien engagées des SS 20 soviétiques — la menace de déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale, est apparue aux yeux de l'opinion en France, beaucoup moins comme une hypothèse d'école, ou une vue de l'esprit, comme c'était souvent le cas. Cette menace a acquis un impact certain au sein de la société française et elle a fait nettement irruption sur la scène politique : ainsi, les diverses forces politiques ont été amenées à se situer et se prononcer par rapport à cette menace. Cette sensibilisation nouvelle aux risques de guerre est une donnée favorable à la mobilisation populaire pour la paix, qu'exige l'évolution de la situation internationale.

Toutefois, il ne faut pas sous-estimer les facteurs qui, dans le champ politique français, vont dans le sens d'une démobilitation vis-à-vis des risques de guerre et de ceux qui, actuellement, dans le monde, en sont les principaux auteurs. Sur ce registre, le pouvoir giscardien peut jouer négativement de plusieurs manières. Son attitude de complaisance avec les superpuissances, son attitude conciliatrice à l'égard de la politique de l'URSS, comme cela s'est manifesté dans l'absence de mesures concrètes contre l'occupation de l'Afghanistan, ou la rencontre avec Brejnev, à Varsovie, sont de nature à encourager les illusions sur la possibilité d'avoir la paix à bon compte, ou sur le caractère finalement pacifique des intentions des dirigeants du Kremlin. L'exploitation que peut faire par ailleurs le même pouvoir du thème de la guerre, pour défendre le « consensus social », tenter de gommer les problèmes intérieurs, est toujours susceptible d'engendrer méfiance ou au moins scepticisme vis-à-vis de la mise en avant des risques — pourtant bien réels — de guerre. Il y a là une certaine complémentarité avec la campagne de la direction du

PCF. Celle-ci qui assimile toute condamnation de la politique impérialiste de l'URSS, à de l'« anti-communisme » et du « pro-américanisme », tend à présenter tout appel à la vigilance contre les menaces de guerre, que recèle la rivalité entre superpuissances, pour une défense de la collaboration avec la bourgeoisie au pouvoir.

## Une approche nouvelle

Mais, les facteurs contraires à une mobilisation populaire contre les risques de guerre ne peuvent pas pour autant empêcher les développements de la situation internationale d'avoir un certain nombre de répercussions dans l'opinion française. Il y a des réalités qui pèsent, elle suscite notamment au sein des forces de gauche et anti-impérialistes, une prise de conscience croissante des menaces de guerre mondiale et de ce qui en est la source. Ainsi, le niveau atteint par l'expansion soviétique avec l'invasion massive et ouverte de l'Afghanistan, pousse à une réflexion et à une clarification progressive de l'évolution de la situation internationale depuis les années 60, lorsque les Etats-Unis étaient encore les seuls à prétendre à l'hégémonie mondiale et que l'URSS n'était pas encore entrée en lice pour rivaliser avec eux sur ce plan. Une approche nouvelle par de nombreuses forces progressistes, de la politique et du rôle de l'Union Soviétique, devient possible. La condamnation de cette politique et de ce rôle, de relativement marginale qu'elle restait au sein des forces de gauche malgré les méfaits commis par l'URSS, a plus de chances dès lors, sous la pression des événements, d'acquiescer un caractère de masse. De la confédération CFDT à certains secteurs de la CGT, de divers courants de militants critiques du PCF aux courants parmi les plus importants du PS, dans divers regroupements anti-impérialistes qui se sont forgés dans l'opposition aux impérialismes occidentaux, plus particulièrement celui des Etats-Unis, et aussi au sein de l'extrême gauche, les prises de position pour condamner l'invasion soviétique en Afghanistan, ont témoigné d'une avancée dans la prise de conscience de la véritable nature de la politique de l'URSS. Ceci est très important pour l'avenir en France de la lutte pour la paix, qui doit prendre pour cible les deux superpuissances.

Le rassemblement pour une telle lutte ne doit pas être circonscrit à des forces organisées au sein des institutions de gauche. Mais, il ne saurait y avoir constitution d'un vaste mouvement populaire pour la paix sans que nombre de militants des organisations politiques et syndicales de gauche ne s'y investissent pleinement. Ceci non seulement du fait de la contribution qu'ils peuvent apporter à la mobilisation pour la

paix mais, aussi et cela va de paire, du fait de leur contribution possible à une clarification des bases de la lutte à mener, parce que pour beaucoup d'entre eux, la condamnation de la politique de l'URSS ne doit nullement conduire à décerner à Carter ou Giscard un brevet de défenseurs de la démocratie dans le monde et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Notre parti doit pleinement contribuer à la réalisation d'un tel rassemblement de forces, qui ne peut se matérialiser qu'avec le succès d'un certain nombre d'initiatives. Les « 6 heures pour l'Afghanistan », le 6 juin dernier, à Paris, au succès desquelles notre parti a largement contribué avec d'autres forces, ont fourni une indication positive sur les possibilités de construire un tel rassemblement populaire pour la paix. Mais il reste beaucoup à faire, notamment pour que se concrétise l'orientation de la lutte pour la paix, requise par l'actuelle situation internationale.

## Le soutien à l'Afghanistan

Il est urgent que se développe la lutte contre la politique de guerre de l'Union Soviétique, notamment à travers le soutien aux peuples qui en sont directement les victimes, et particulièrement aujourd'hui le peuple afghan.

Certains facteurs dont la propagande-chantage, manichéenne, agressive et grossière de la direction du PCF font que les condamnations, bien que croissantes, au sein de la gauche, de la politique agressive de l'URSS, restent parfois encore non formulées ouvertement ou lorsqu'elles le sont, ne s'accompagnent pas toujours, loin de là, d'un engagement pratique. En même temps, les manœuvres de l'Union Soviétique et les aléas d'une guerre de longue durée, comme c'est le cas en Afghanistan, risquent toujours de susciter une certaine démobilitation de l'opinion vis-à-vis de l'agresseur. Mais, ces données n'empêcheront pas une mobilisation populaire si la prise de conscience qui a commencé à se faire jour concernant la responsabilité de l'URSS dans la montée des risques de guerre, trouve à s'exprimer à travers le développement d'un certain nombre d'initiatives.

Ainsi, pour qu'une initiative comme les « 6 heures pour l'Afghanistan », de juin, ne soit pas sans lendemain, et que les promesses dont elle était porteuse, soient tenues, il importe que se développent des campagnes à la mesure de la situation en Afghanistan. Il importe de passer de la condamnation d'une invasion à la lutte permanente contre une occupation qui en est à son neuvième mois : ceci qui constitue en soi un fait assez grave pour ne devoir être éclipsé par aucun autre événement in-

ternational, doit être largement rappelé. Il importe d'être en prise sur les développements de la situation sur le terrain, en attirant l'attention sur les événements actuels de la vallée du Panshir, au nord de Kaboul, où l'URSS concentre depuis quelque temps ses bombardements aériens et l'intervention de ses unités anti-guérillas, et où se joue pour une part le sort de la résistance. Il importe que s'exprime sans retard, par l'organisation d'un très large soutien matériel la solidarité du peuple français avec le peuple afghan, dont la résistance, en ce mois de septembre, contrairement à ce qu'affirme la propagande mensongère du PCF, reste toujours aussi démunie de moyens, face à l'énorme puissance soviétique. Pour mener à bien de telles campagnes, il ne peut être que profitable de renouer avec des pratiques militantes qui avaient cours dans l'organisation du soutien au peuple vietnamien contre l'impérialisme US, ainsi l'activité de soutien menée « à la base », sur les lieux de travail, etc., l'information régulière, « rapprochée », la multiplication d'initiatives locales et la constitution de comités locaux, pour structurer un vaste mouvement de soutien. L'opposition à l'agresseur soviétique doit aussi se matérialiser dans la dénonciation de ses tentatives de mystification, par exemple à l'occasion de la conférence de Madrid, en novembre prochain, sur « la sécurité et la coopération » en Europe, où il ne manquera pas de se présenter une nouvelle fois en « champion de la détente ».

Notre parti contribuera à une mobilisation populaire contre la politique de guerre de l'URSS en aidant à clarifier les bases de soutien aux peuples agressés par l'URSS. L'initiative des « 6 heures pour l'Afghanistan », à Paris, se situait clairement dans le sillage des combats anti-impérialistes menés en France. C'est dans ce sens qu'il faut continuer. Ceci implique notamment de mettre en valeur la volonté d'indépendance à l'égard de toute puissance étrangère, manifestée jusqu'ici par les forces vives de la résistance afghane, de dénoncer l'attitude de marchandage des régimes occidentaux, sur le dos du peuple afghan, de mettre l'accent sur l'importance du soutien populaire de masse, de notre peuple, à la résistance afghane, qui doit se traduire notamment dans l'activité de soutien des diverses sensibilités politiques de gauche.

En même temps, notre parti doit contribuer activement au débat pour faire avancer dans notre pays la compréhension du fait que la guerre en Afghanistan et d'autres interventions de l'Union Soviétique, ne sont pas de simples « erreurs » ou « bavures » de cette puissance, mais s'inscrivent dans une logique de type impérialiste. Ce débat est d'autant plus nécessaire que ceux qui condamnent clairement telle ou telle agression de l'URSS, sans pour autant dési-

gner déjà celle-ci comme un impérialisme, doivent avoir leur place dans le combat pour la paix.

## Concrétiser le refus de la fausse alternative

Prendre pour cible les deux superpuissances, comme l'exige la lutte pour la paix mondiale, suppose que l'opposition à la politique de guerre de l'Union Soviétique s'affirme sur des bases non ambiguës. Non ambiguës, dans le sens où tout en réalisant l'unité la plus large possible, cette opposition ne doit signifier en aucun cas un alignement sur le principal rival de l'URSS, les Etats-Unis. La lutte pour la paix ne saurait se développer en suivant dans leur erreur ceux qui, à juste titre préoccupés du danger que représente désormais l'URSS en viennent à s'illusionner sur la politique des Etats-Unis et la possible mutation de cette superpuissance en force de paix. Le refus du raisonnement manichéen : « ou l'on est du côté de l'URSS, ou l'on est du côté des Etats-Unis », il ne suffit pas de le dire, il faut le concrétiser.

Cela implique que dans le même temps où doit se développer la mobilisation contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan, soient prises également les initiatives qu'imposent les méfaits persistants de l'impérialisme américain dans le monde. Plus précisément, cela implique que les forces progressistes qui s'engagent en France dans la lutte contre l'agresseur soviétique, non seulement ne négligent pas la lutte contre la superpuissance américaine mais, soient largement partie prenante, et même jouent un rôle moteur, dans les initiatives que, sur ce plan-là aussi les développements de la situation internationale requièrent.

Ces développements ne manquent pas, par exemple au Proche-Orient ou en Afrique australe. En Amérique latine, on a assisté au cours des derniers mois à une nette radicalisation de l'affrontement qui met aux prises les mouvements populaires avec des dictatures sanglantes, liées à des degrés divers à l'impérialisme US. De ce fait, les initiatives de soutien aux peuples latino-américains sont au nombre des initiatives qui, en France, dans les mois à venir, devraient concrétiser l'engagement, aux côtés des peuples confrontés à l'impérialisme américain, des forces progressistes qui, par ailleurs, combattent la politique agressive de l'URSS.

C'est à travers de telles initiatives, à travers la mise en cause des politiques des deux superpuissances, et du relais qu'elles peuvent trouver en France, que progressera de façon significative le rassemblement de forces nécessaires à l'existence, dans notre pays, d'un authentique mouvement de la paix.

Jean - Paul GAY